

Après les feux, le désert

Si certains feux de forêt peuvent être bénéfiques, d'autres détruisent tout, de la cime des arbres jusqu'à la terre

ANDRÉ NOËL

BAIE-COMEAU



Le pilote nous amène au sommet, et plonge dans une vallée. C'est l'apocalypse: *Apocalypse Now*. La désolation est totale. Le bruit assourdissant des pales qui battent l'air résonne soudain comme une musique sinistre.

Le soleil plombe au-dessus de nous. Ailleurs, loin d'ici, des campeurs rient en se baignant dans des lacs; des forestiers continuent de bûcher; des lièvres broutent l'herbe. Mais ici, c'est la mort. La mort à perte de vue.

Certains spécialistes soutiennent que les feux de forêt peuvent être bénéfiques. Mais cela dépend de la nature du feu, fait remarquer Guy Boissinot, directeur de la Conservation au ministère des Forêts.

Il y a les bons feux, les brutes et les truands. Les bons feux courent, tout légers, sur la cime des arbres. Ils lèchent la forêt, et leur coup de langue est salutaire. Ils détruisent les vieux arbres et font de la place aux jeunes. Leur chaleur fait éclater les cônes des pins, libérant les semences.

Les brutes s'acharnent un peu plus. Ils brûlent les cônes, mais épargnent parfois les feuillus, gorgés d'eau.

Les truands, eux, massacrent comme Attila le Hun, en appliquant la politique de la terre brûlée. Ils ne se contentent pas de faire flamber les arbres comme des torches: ils détruisent le sol. Ils passent une fois, puis une deuxième, puis une troisième, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien. Plus que la roche, nue, noire, stérile.

Et Attila est manifestement passé au-dessous de nous. Des «experts en chaleur» l'ont d'ailleurs constaté. Des pilotes de la firme canadienne Innotech sont venus ici, après avoir mesuré l'intensité des feux dans les pulis de pétrole au Koweït. Et Innotech a calculé qu'à certains endroits, l'immense incendie de Betsiamites dégageait 52 600 kilowatts à la minute. C'est sept fois plus que

les feux de forêt de force 6 — habituellement les plus violents.

«Avec une telle intensité, on ne parle pas de bienfaits, mais de désastre», dit M. Boissinot. Ça peut prendre 100 ans, sinon plus, avant que l'humus se reconstitue. Certaines zones qui ont brûlé aussi fort en Gaspésie sont devenues des déserts.

Heureusement, les feux de la Côte-Nord n'ont pas été féroces partout. Particulièrement sur le front sud, vers les zones habitées, l'incendie de Betsiamites a mené une guerre de guérilla presque galante.

L'hélicoptère effectue un virage à 180 degrés. Nous survolons maintenant une zone encore verte.

Des volutes de fumée s'élèvent par-ci, par-là. Des flammes semblent jaillir au hasard: feux sauvages sur les lèvres d'un adolescent. Ici, en effet, la forêt est jeune. Elle a déjà brûlé, il y a 40, 50 ans. Les bouleaux, les merisiers, les peupliers faux-trembles constituent un coupe-feu naturel. Seules brûlent des touffes de conifères. La résine est un excellent combustible. «C'est presque du pétrole!» s'exclame M. Boissinot.

Pas de doute: des héros

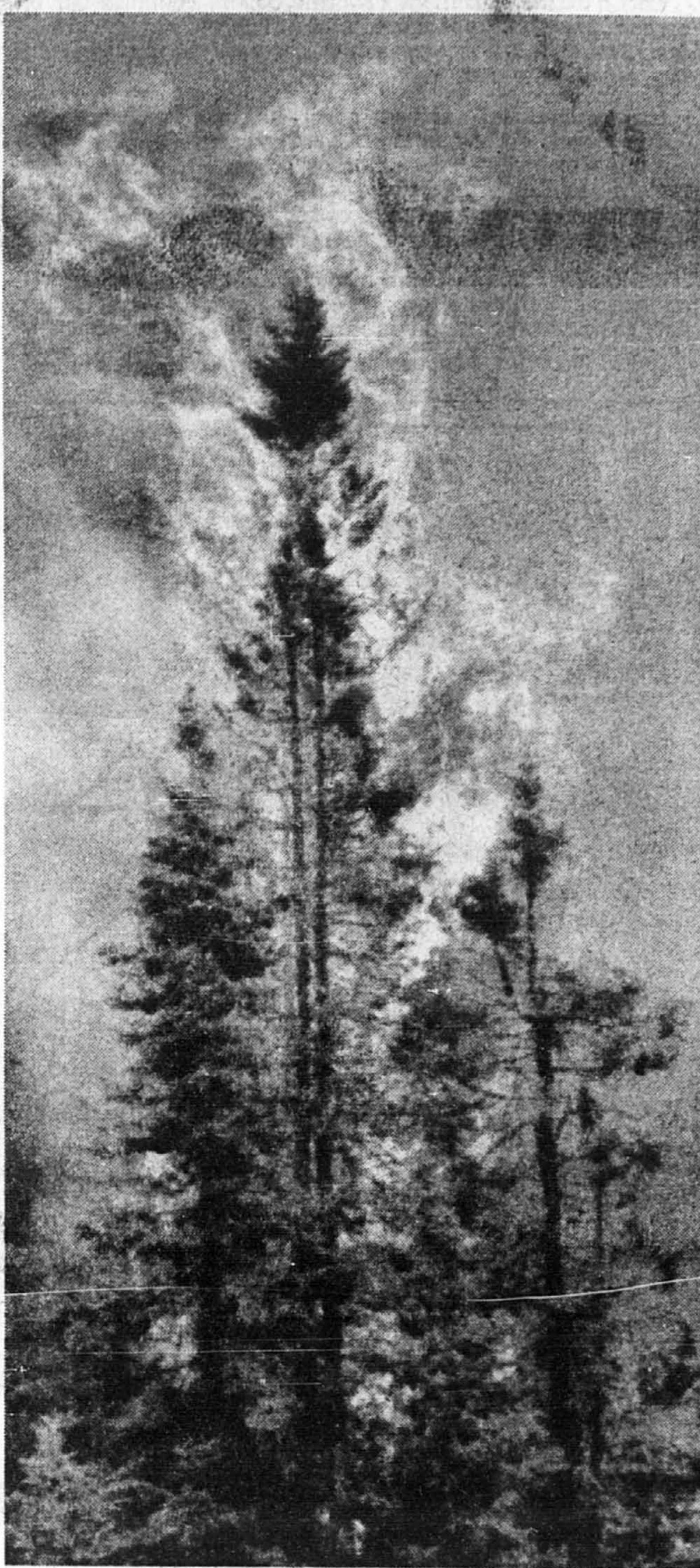
C'est ici que combattent les garde-feux. Du haut des airs, leurs efforts semblent dérisoires. Leurs combinaisons oranges scintillent, étoilées isolées dans l'immensité du paysage. À l'horizon, un avion-citerne large sa cargaison d'eau sur un groupe de sapins.

Les hommes au sol sont des héros, il n'y a pas de doute. Ils se lèvent à trois heures du matin, se hissent dans les hélicoptères ou des camions avec tout leur fourbi, se font déposer en pleine forêt dès que pointe l'aube.

Ils transportent de lourdes pompes sur les rives des plus petites mares. Puis ils déroulent des kilomètres de tuyau, parfois au sommet d'une falaise, juste pour éteindre un «point chaud», comme ils disent.

Toute la journée, ils respirent de la fumée. Leurs visages sont maculés de suie. Les chefs d'équipe sont nerveux. Leur grande peur: perdre un de leurs hommes. Les flammes surgissent souvent sans crier gare. Trois hommes ont péri il y a quelques années au lac Saint-Jean.

Mais, vus d'un hélicoptère, leurs minuscules jets d'eau ne semblent pas plus efficaces qu'un



crachat en l'air. Les autorités savent d'ailleurs que seuls plusieurs jours de pluie pourraient venir à bout du «monstre» de Betsiamites.

La Finlande brûle-t-elle?

Sur le chemin du retour, je ne peux m'empêcher de me poser une question: le ministère des Forêts du Québec a-t-il vraiment le meilleur système de protection au monde, comme le prétend le ministre Albert Côté?

En Finlande, les feux détruisent moins de 10 kilomètres carrés de forêt par année en moyenne. Au Québec, la moyenne des cinq dernières années s'élève à 400 km².

Et ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup moins de forêts en Finlande: ce petit pays scandinave produit plus de bois que le Québec. La différence, c'est que la forêt finlandaise est régulièrement nettoyée.

Là-bas, des petites machines débroussaillent les jeunes plants. Les forestiers pratiquent ensuite des coupes d'éclaircie: ils abattent les moins beaux arbres, pour laisser croître les meilleurs. Résultat: la croissance annuelle est deux fois plus importante en Finlande.

Les arbres sont sains. Le sous-bois est propre. Les insectes et les maladies n'ont pas la chance de se développer. Ici, la tordeuse de bourgeons d'épinette attaque sans problème les grandes forêts de conifères, mal aménagées et presque jamais nettoyées.

Autre différence: la propriété. La forêt québécoise est surtout publique. Mais en pratique, la majorité des droits de coupe ont été cédés à une dizaine de grandes compagnies. Les concessions forestières (rebaptisées contrats d'approvisionnement et d'aménagement) sont tellement vastes, que les compagnies ne font pas toujours attention.

Le 13 juin, c'est une débâcle: une déféctueuse travaillant pour la compagnie Québec et Ontario qui a mis le feu à la forêt de Betsiamites. Il s'est déroulé plus d'une heure, selon l'opérateur de la machine, avant que des employés de la compagnie puissent éteindre des tuyaux. Mais il était trop tard: le feu s'était propagé.

En Finlande, la forêt est surtout privée. Les petits propriétaires prennent soin de leur petit bois, comme d'un bien très précieux. Les forêts appartenant à l'État sont exploitées par des em-

ploés du gouvernement, selon des règles très strictes et avec de la machinerie moderne.

Une cause possible: l'effet de serre

L'hélicoptère survole maintenant Baie-Comeau. Un couple se fait bronzer près d'une piscine hors-terre, à l'arrière d'une maison. Le disque jaune du soleil tombe déjà vers l'ouest. Mais il fait encore chaud. Trop chaud.

Les feux de forêt qui ravagent le Québec — les plus importants depuis 50 ans — seraient-ils un symptôme du fameux «effet de serre»?

John Gyakum, professeur de météorologie à l'université McGill, refuse de se prononcer. Mais M. Gyakum confirme que nous traversons depuis plusieurs mois une période exceptionnellement chaude.

«La question se pose, répond de son côté Alain Cailliet, du Centre canadien de climatologie. Les canicules et les sécheresses ne sont pas anormales. Mais ce qui le devient, c'est leur fréquence.»

Des experts de l'université Reading, en Grande-Bretagne, ont calculé que cinq des six années les plus chaudes dans l'hémisphère nord sont toutes récentes. James E. Hansen, un expert de la NASA aux États-Unis, affirme que le réchauffement global provoqué par la pollution va devenir évident pour tous les citoyens pendant les années 1990.

La combustion des produits pétroliers et du charbon dégage des quantités astronomiques de gaz, qui agissent ensuite comme une serre autour de la terre. Les sécheresses se multiplient.

Elles ne se produisent pas toujours au même endroit. Les feux ont ravagé les forêts du Manitoba, avant de s'en prendre aux forêts du Québec. Mais même ici, Hydro-Québec a subi les conséquences du temps anormalement sec au cours des dernières années: le niveau d'eau des barrages a tellement baissé qu'il a fallu cesser d'exporter de l'électricité aux États-Unis.

Une conférence mondiale est prévue l'été prochain au Brésil sur l'effet de serre. Quoiqu'il en soit, s'ils ne sont pas une conséquence de ce nouveau phénomène, les feux de la Côte-Nord y participent certainement. En effet, les grands feux de forêt dégageant eux aussi des quantités astronomiques de gaz carbonique dans l'atmosphère.



La vente des Expos a mis à nu le «capitalisme distinct» de Montréal

une analyse de GÉRALD LEBLANC

L'aventure a commencé au grand dîner annuel du Beaver Club, boulevard Dorchester devenu René-Lévesque, en février 90. En costumes d'époque, selon l'antique rituel des gens d'affaires, les Ménard y ont rencontré le Brochu. Ce premier contact fut plaisant et les deux couples sont retournés chacun chez soi.

Deux semaines plus tard, Claude Brochu, le président des Expos, invite Jacques Ménard, le patron québécois des courtiers Burns-Fry, pour lui confier que Charles Bronfman voulait vendre les Expos mais ne trouvait pas d'acheteurs à Montréal.

Un mois plus tard, Ménard et son équipe rencontrent Bronfman et ses deux associés minoritaires: moyennant des honoraires d'un million de dollars, Burns-Fry s'engage à trouver des acheteurs disposés à verser 100 millions \$ et à garder les Expos à Montréal. La stratégie devait s'articuler autour de Claude Brochu, le seul autochtone à connaître les rouages du baseball majeur.

Alors président de la Chambre de commerce, Jacques Ménard multipliait les appels à la prise en main de la relance de Montréal par le milieu des affaires. La vente des Expos allait lui fournir l'occasion de mettre en pratique ce qu'il prêchait.

«On ne pouvait se permettre un échec. Le message sur le gabarit économique de Montréal aurait été terrible pour notre image à travers l'Amérique» explique aujourd'hui le courtier-vendeur qui allait devenir acheteur en cours de route.

Après 18 mois d'immersion dans l'univers du baseball, Jacques Ménard utilise le mot *gabarit* pour désigner la configuration du pouvoir économique à Montréal.

A société distincte, acheteurs distincts

À mesure que prenait forme le consortium qui allait acheter les Expos, il devenait urgent d'expliquer aux Américains (le club privé des 26 proprios) la nature assez distincte des acheteurs montréalais. On était en effet assez loin des Turner (des Braves d'Atlanta à la chaîne CNN), O'Malley (des Dodgers de Los Angeles) ou même du quotidien Chicago Tribune (proprio des Cubs) et de la famille Webster (proprio avec la bière Labatt des Blue Jays de Toronto).

Claude Brochu et Jacques Ménard se sont donc rendus à Dallas, en mars 91, rencontrer les proprios du baseball majeur. Et Jacques Ménard leur a expliqué que le consortium reflétait le *gabarit* du nouveau Montréal.

«C'était pas évident pour les Américains que le consortium comprenne le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, ou que les deux principaux actionnaires soient les caisses populaires et un fonds syndical.

«Il a fallu leur expliquer que nous vivons dans une économie mixte (50 p. cent du PIB relève du secteur public) et que la nouvelle richesse québécoise repose plus dans les avoirs collectifs (caisses de retraite et compagnies publiques) que dans les grandes fortunes familiales.



Claude Brochu (photo) aura été, avec Jacques Ménard, la bougie d'allumage de l'opération qui a permis de garder les Expos à Montréal.



tion dans les affaires. C'est surtout, comme gestionnaires que les Québécois francophones ont percé dans le monde des affaires. Même chez les entrepreneurs (Coutu, Peladeau, Lemaire, Dutil, Chagnon, Nadeau...) l'argent est encore dans le béton et dans les usines. C'est seulement dans 20 ans qu'on pourra compter nos fortunes autrement que sur les doigts de la main. Et les anciennes fortunes sont souvent fragmentées ou sans appartenance particulière à Montréal.

«J'ai finalement fait valoir que les nouveaux proprios des Expos n'étaient peut-être pas un miroir de Los Angeles ou Chicago mais reflétaient parfaitement Montréal. Ils ont compris que c'était la meilleure garantie de succès pour l'équipe.»

Desjardins au bâton

Les Expos sont maintenant entre les mains du nouveau

Montréal. Les caisses populaires ont remplacé la Banque de Montréal comme banquier des Expos. Jocelyn Proteau, le président de la fédération des caisses de Montréal, promet un peu plus d'ardeur que par le passé à la soirée Desjardins, le 21 août prochain. Ce sera la même chose pour Provigo, qui profitera de son droit de premier refus pour occuper tout le terrain de la publicité des chaînes d'alimentation. Et les cols bleus de la FTQ feront sentir leur présence. Et Claude Brochu revêtira l'uniforme «nationaliste», comme Marcel Aubut des Nordiques, pour vendre ses Expos aux Québécois.

Le nouveau Montréal a réussi à conserver les Expos. Ce faisant, il a cependant mis à nu le *gabarit* du Montréal Inc. sur lequel repose la relance économique de la métropole du Québec.

L'achat des Expos n'était pas une mauvaise affaire, en raison des avantages fiscaux et de la plus-value. Encore fallait-il disposer de liquidités qu'on peut investir à long terme, de l'ar-

Voilà comment on fait les choses à Montréal en cette fin de siècle.

Du Ritz-Carlton aux Expos

C'était bien différent au début du XX^e siècle. Il avait suffi

d'une seule rencontre de Lionel Guest et de Charles Hosmer, autour d'une table au très sélect club St. James, pour que Montréal se dote d'un hôtel de prestige. Paris avait son Ritz et Londres son Carlton; Montréal aurait son Ritz-Carlton de la rue Sherbrooke. C'était en 1910 et Montréal était métropole du Canada.

La rencontre Brochu/Ménard au Beaver Club, 80 ans plus tard dans la métropole du Québec, a permis de sauver les Expos, mais ce fut plus long et plus compliqué que pour le Ritz-Carlton de l'ancienne métropole du Canada.

Jacques Ménard ne s'en attriste pas trop. «Nous n'avons pas si mal fait depuis 20 ans et il s'agit de continuer. Seule la nouvelle communauté d'affaires peut relancer Montréal. L'achat des Expos a démontré que le Montréal Inc. peut fonctionner si on y met le temps et la persévérance.»

Et à la condition de ne pas rêver en couleur sur le *gabarit* de nos nouveaux gérants, de grands enfants condamnés à devenir des «malenfants» s'ils se prennent pour des géants.

Le comportement policier face à la communauté noire

Après les tristes incidents qui ont entraîné la mort de Anthony Griffin et de Presley Leslie, c'est un malheureux coup de feu qui a atteint gravement Marcelus François.

Trois jeunes hommes âgés respectivement de 19, 25 et 24 ans abattus par la police. Trois individus de race noire. Trois policiers blancs de la CUM impliqués dans ces fusillades. Trois événements isolés mais qui laissent des traces de racisme.



Il faut comprendre la crainte, le désarroi, l'indignation, l'agressivité des dirigeants de la communauté noire de Montréal face aux comportements de certains policiers. Surtout que des personnes innocentes de couleur sont souvent arrêtées, interrogées, ennuies, parfois même brutalisées par des policiers, notamment dans les villes et quartiers où la communauté noire est fortement représentée, comme dans Côte-des-Neiges, Notre-Dame de Grâce, Parc Extension, la Petite Bourgogne, Lasalle et Montréal-Nord.

Les leaders de la Ligue nationale des noirs du Québec et du Conseil de la communauté noire posaient hier une grave interrogation: «Pourquoi sommes-nous perçus comme des criminels par la police?» Malheureusement, il y a du vrai dans cette

perception parce que des Noirs sont souvent impliqués dans des bagarres, dans des agressions au couteau, dans des actes de brutalité. La communauté noire, plus que les autres, est pointée du doigt lorsque des événements violents surviennent. Elle est victime du comportement inacceptable d'une petite portion de ses membres. Mais il ne faut pas généraliser.

Des policiers avouent même leur peur quand ils ont affaire à des gangs de race noire.

Ceci n'excuse nullement l'énorme bavure commise par un sergent, membre de la fameuse escouade technique et tactique (SWAT) de la police de la CUM. Cette «erreur sur la personne», est grave et grossière.

Les membres de l'escouade spécialisée, encore plus que les autres agents, doivent faire preuve d'un sang-froid exemplaire avant d'attaquer. Ils doivent aussi procéder à toutes les vérifications requises et prendre toutes les précautions voulues avant d'agir. Surtout que, dans ce cas, les policiers ne peuvent invoquer l'imprévu, le hasard, l'événement fortuit.

Ce nouveau drame vient malheureusement assombrir les multiples et louables efforts accomplis par la police de la CUM pour se rapprocher des diverses ethnies.

Depuis 1989, des sessions d'initiatives interculturelles ont eu

lieu auprès de 11 communautés culturelles, auxquelles ont pris part plus de 600 policiers et 200 autres s'y ajouteront en 1991. Les résultats sont probants.

Nonobstant le triste et déplorable incident qui vient de se dérouler, il faut maintenir et même accentuer ces rapports de confiance entre la police et les multiples communautés culturelles représentées sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

Plus Montréal sera une ville pluraliste et cosmopolite, davantage il y aura de risques d'accrochages sinon de confrontations avec des éléments troubles d'origines autres que québécoise. L'accroissement du nombre de Néo-Montréalais aura inévitablement ses effets sur le taux de criminalité.

Le renforcement des rapports de confiance entre la police et les ethnies sera beaucoup plus utile et positif pour l'avenir que ces multiples enquêtes policières, judiciaires ou royales qui ne font que rechercher des coupables et envenimer les efforts de rapprochement.

Quelle que soit la couleur de la peau ou la langue utilisée, la police doit accomplir son travail de répression, lorsque requis, dans le respect de l'être humain qui a un droit fondamental à la vie.

Claude MASSON

La vieille catalogue

Ça ne s'arrange pas. Au contraire. Ça se détériore. Le Canada, qui était déjà aux prises avec une société qui se prétend distincte, en a dorénavant deux sur les bras.

Après le Québec, ce sont maintenant les autochtones qui veulent en finir une fois pour toutes avec leur statut au sein de ce pays. Et qui posent des conditions préalables à leur participation au débat constitutionnel qui font paraître bien modérées les revendications québécoises.



Les propos tenus cette semaine par leur nouveau chef, Ovide Mercredi, sont sans équivoque: au moins autant que le Québec, ils constituent eux aussi une société distincte. Et ils entendent également discuter sur un pied d'égalité avec le gouvernement du Canada.

Mais pas question d'attendre des propositions fédérales. Ni de quêter la reconnaissance d'un statut particulier.

Ce sont eux qui feront connaître leurs exigences au reste du Canada. Ils refuseront d'être consultés par le comité fédéral sur la constitution et entreprendront plutôt leur propre réflexion sur leur avenir collectif. C'est le rapport de cette Commission Bélanger-Campeau autochtone qui devra servir de base aux discussions. Et ce sera à prendre ou à laisser. Et si la réponse des Blancs est négative, ce sera, au minimum, la désobéissance civile systématique. Sans égard aux lois canadiennes qui, de toute façon, ne les concernent pas.

L'ouverture de ce nouveau front ne va pas faciliter la tâche des ministres fédéraux chargés de préparer des propositions susceptibles de satisfaire le Québec sans indisposer les autres provinces. Et qui devront maintenant tenir compte des exigences des autochtones qui, eux, contrairement à Robert Bourassa, n'ont pas de préjugé favorable envers le Canada des Blancs. En fait, avec l'intervention d'Ovide Mercredi, le fédéralisme actuel prend des allures de vieille catalogue qui se découd toujours un peu plus au fur et à mesure qu'on essaie de la racommoder.

Pierre GRAVEL



DRÔLES RÉSERVES

LETRE DE MONTRÉAL

L'éditorialiste en chef de La Presse, Alain Dubuc, et l'éditeur du Toronto Star, John Honderich, poursuivent leur correspondance sur leurs visions respectives du Canada et du Québec. La présente lettre d'Alain Dubuc paraît en anglais dans le Star.



Mon cher John, Toute personne intéressée à suivre une session d'étude intensive sur le nationalisme québécois devrait venir à Montréal entre le 24 juin et le 1er juillet. En sept jours, on peut découvrir toutes les facettes de ce nationalisme dont nous avons tellement parlé dans notre échange épistolaire.

Bien sûr, l'événement le plus spectaculaire est la Saint-Jean-Baptiste. Avec sa marche, ses drapeaux, sa foule, la fête est assez impressionnante pour que vous en parliez en page «une» de votre journal. Mais ce qui se passe le jour de la fête du Canada est aussi significatif, sinon plus.

Fondamentalement, la Saint-Jean est une fête joyeuse. Même si elle a été plus politique cette année et l'an dernier, c'est un événement familial où on amène ses enfants dans une atmosphère sympathique qui englobe de plus en plus les Québécois qui ne sont pas de vieille souche. Et le message politique de la fête est bien plus pro-Québec que anti-Canada.

D'ailleurs, j'ai été très étonné de la photo couleur à la «une» de votre journal, le 25 juin: quatre types devant une pancarte disant «Adieu Canada» mais où le «i» était un doigt pointé. Ce

message est le même dans toutes les langues, et c'est: «Fuck you Canada». Est-ce que c'était l'esprit de la parade? Est-ce que cela reflétait la pensée des quelque 200 000 personnes? Je ne crois pas. Je serais plus tenté d'y voir une illustration du fait que les médias anglophones ont eux aussi tendance à insister lourdement sur tout événement anti-canadien, même insignifiant.

Franchement, je ne crois pas que ce slogan cru décrit bien la position québécoise. Si vous voulez savoir ce que la plupart des Québécois francophones pensent du Canada, regardez ce qui s'est passé le premier juillet: rien. Une petite parade avec des cornemuses, sans badauds francophones. Ils n'étaient pas là. Parce que la plupart des francophones, même fédéralistes convaincus, ne fêtent pas le premier juillet. Pour la plupart d'entre eux, c'est surtout l'occasion d'avoir deux longues fins de semaine de suite. C'est là une forme de résistance passive dont le message est que les Québécois sont d'abord des Québécois.

Mais d'habitude, le nationalisme québécois est plus positif. Même Joe Clark, le ministre qui sauvera peut-être le Canada, le dit. Il y a quatre jours, à Québec — où il se sentait probablement assez loin de Saskatoon — il a déclaré que le nationalisme du Québec était bon et qu'il n'y voyait pas une menace, mais un modèle pour le reste du Canada. Il est en effet porteur de fierté et d'énergie, comme on le voit en arts, ou en économie.

Dans votre dernière lettre, vous avez d'ailleurs évoqué ces succès économiques comme un exemple des effets positifs de la Confédération. Bien sûr, le Québec a profité de politiques fédérales et de la richesse canadienne. Mais très souvent, les progrès économiques n'ont pas été possibles grâce à la Confédération, ils l'ont été malgré elle. La Caisse de

dépôt, par exemple, n'est née qu'après une orageuse bataille avec Ottawa.

Dans beaucoup d'autres cas, les succès québécois ont été une forme de réaction à l'héritage de cent ans de Confédération. La création de sociétés d'État, le développement de nombreuses PME étaient des moyens de corriger un profond déséquilibre, le fait que les francophones du Québec étaient exclus d'un monde économique dominé par des intérêts anglo-canadiens et américains. C'est ainsi que le dynamisme québécois est une forme de revanche, un désir de battre les Anglais sur leur propre terrain, similaire, à bien petite échelle, à l'attitude des Japonais après la guerre. Si ces succès québécois sont un produit de la Confédération, ils le sont d'une façon bien paradoxale.

Mais il y a une raison qui explique pourquoi, malgré cette force, nous manquons de confiance en nous-mêmes dans nos rapports avec le reste du Canada. Sur le plan économique, cette confiance existe à un tel point qu'elle est l'une des explications de la montée souverainiste, car bien des gens sont convaincus qu'ils s'en tireraient mieux en dehors du Canada que dedans.

Il ne sera jamais possible d'être aussi sûrs de nous dans nos rapports politiques avec vous, pour une raison bien simple. Nous sommes une minorité. Nous sommes un contre trois, parfois un contre neuf, sinon un contre dix.

Ce sont là des réflexions bien peu estivales. Or, nous méritons tous un repos politique parce que nous aurons besoin de beaucoup d'énergie, de créativité et de patience quand le marathon constitutionnel commencera en septembre. C'est pourquoi je vous souhaite un été paisible. Au revoir et à bientôt.

ALAIN

Une vérité qui ne s'explique pas mais en laquelle il faut croire

MARCEL ADAM

Le concept de société distincte est devenu un signe de contradiction qui risque de faire échouer toute entente entre le Québec et le reste du Canada.

La majorité des Canadiens anglais ne veut pas entendre parler d'enrichir cette définition dans la Constitution. Pour eux, ce concept vague et apparemment insignifiant dissimule l'intention non avouée du Québec de faire ou d'obtenir ce qui lui est interdit ou inaccessible autrement.



On comprend l'énorme problème que pose cette question aux ministres franco-québécois siégeant sur le comité du cabinet fédéral chargé de l'unité canadienne. Au cours des onze séances tenues à ce jour, ils ont tenté en vain de rallier à cette idée leurs collègues anglo-canadiens.

À l'issue de la réunion de la semaine dernière, en Ontario, le ministre des Affaires constitutionnelles, Joe Clark, a révélé que le comité, en désespoir de cause, en est réduit à chercher une nouvelle façon de décrire la société distincte. Parce que cette expression a acquis une signification péjorative dans l'esprit de certains Canadiens de l'extérieur du Québec.

Pour sa part, le ministre Benoit Bouchard avait pris soin de préciser que la clause de la société distincte sera compatible

avec la Charte et n'aura donc pas prédominance sur celle-ci. Elle sera là, dit-il, «pour aider à comprendre exactement ce que le Québec signifie au sein de la Confédération».

Comment les Canadiens qui se méfient de cette clause pourraient-ils croire que le gouvernement Bourassa en a fait un sine qua non clause tout simplement pour que le Québec soit reconnu officiellement différent de autres provinces. Sans espérer obtenir de la sorte des moyens additionnels de préserver voire même accentuer ses traits distinctifs.

Cette semaine à Québec le même ministre rendait les armes: la société distincte, dit-il, c'est comme la culture, ça ne s'explique pas.

L'imaginez que ses collègues anglophones n'ont aucune difficulté à admettre que le Québec est différent des autres provinces. Y a-t-il un Canadien anglais le moins informé qui conteste cette évidence?

Mais c'est une chose que de reconnaître un fait sociologique et une autre que de l'inscrire dans une constitution.

Avant d'accepter une telle requête, il est normal de demander au requérant d'abord quels sont les traits distinctifs de sa société qui justifient l'enchaînement d'une clause spéciale dans la constitution; ensuite, pourquoi au juste il sent le besoin de le faire?

Depuis la conclusion de l'accord Meech, en avril 1987, personne au Québec n'a jamais répondu de manière satisfaisante à ces questions.

«Il est excessivement difficile de définir la société distincte autrement que dans son application au niveau des pouvoirs

qu'on associe au fait d'être différent», a déclaré M. Bouchard.

En d'autres mots, la société distincte, c'est comme le mystère de la Rédemption: une vérité que l'on ne peut comprendre mais en laquelle on doit croire.

Cet argument du ministre me rappelle ce discours d'un dirigeant créditiste qui disait à ses troupes: «Il y en a qui me demandent comment expliquer la doctrine du parti. Le Crédit social ne s'explique pas; pour le comprendre il faut faire du porte-à-porte et vendre des abonnements au journal.»

Pour être acceptable au Canada anglais, l'éventuelle proposition fédérale devrait donc, pour Benoit Bouchard, comporter des éléments qui concrétiseront le caractère distinct ou unique du Québec dans des secteurs précis plutôt que dans une définition.

C'est-à-dire qu'il faut s'attendre à ce que l'application de la société distincte dans des secteurs précis va véhiculer des pouvoirs au Québec en fonction de ce caractère distinct, dit-il.

On avait beau rassurer les Canadiens hors Québec qui redoutaient cette clause en soutenant qu'elle est tout au plus symbolique et ne pourrait avoir les conséquences appréhendées. Ils n'en croyaient rien. Pour eux le Québec y tenait mordicus afin de pouvoir contourner la charte pour mieux promouvoir la langue française, ou encore pour se faire accorder par les tribunaux des pouvoirs additionnels qu'il n'a pu ou ne pourrait obtenir par la négociation.

«Je savais qu'il y avait anguille sous roche», se disent ces gens qui verront dans la déclaration du ministre la confirmation de leur mauvais pressentiment.

La semaine dernière, devant le parlement de Belgrade, des manifestants réclamaient à grands cris le retrait de l'armée de la Slovaquie. Des milliers d'entre eux ont pénétré de force à l'intérieur de l'édifice en exigeant la démission du gouvernement yougoslave.



Croatie et Slovaquie: le nationalisme des riches

LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale
ZAGREB



torique de Ljubljana. Au milieu des habitations.

«Comment de telles horreurs sont-elles possibles en plein cœur de l'Europe, en 1991?» me dit une distinguée quinquagenaire de Zagreb, universitaire de son état. Et effectivement, on se demande comment on en est arrivé là quand on voit le raffinement — et la prospérité (relative) — des capitales des deux républiques «sécessionnistes».

La Slovaquie, en particulier, a un niveau et un mode de vie beaucoup plus proches de l'Autriche et de l'Italie que de l'Europe de l'Est. On roule en BMW, on va faire du ski dans d'élégantes stations de sports d'hiver, on passe son temps aux terrasses de café. Ljubljana ressemble davantage à un décor pour Don Giovanni que pour Apocalypse Now.

Or, en cet instant précis, c'est la quasi-totalité de la population croate et slovaque qui se déclare tout bonnement prête à la guerre. Sans la souhaiter, bien sûr. Mais la même université, tout comme les jeunes de Ljubljana ou de Zagreb, envisage presque tranquillement l'hypothèse d'une «vraie» intervention militaire, et donc de la guerre civile. Beaucoup se sont déjà portés volontaires pour s'enrôler dans les nouvelles «forces nationales» des deux Républiques.

Une poudrière ethnique

On savait depuis longtemps à quel

point la Yougoslavie est une poudrière ethnique, avec ses onze nationalités ou minorités nationales enchevêtrées, souvent divisées par de vieilles haines multiséculaires. Une situation tellement explosive qu'on pouvait penser que les responsables politiques des camps ennemis chercheraient un arrangement raisonnable par tous les moyens. C'est le contraire qui s'est passé. Aux revendications nationalistes de Slovaquie et Croatie, Belgrade a répondu par un durcissement complet. Mais la montée de la tension n'a fait qu'exciter encore davantage les deux mouvements nationalistes.

Les référendums tenus dans les deux républiques ont donné des résultats écrasants — et qui, selon les observateurs, reflètent bien le sentiment de la population: 88 p. cent pour l'indépendance en Slovaquie, 94 p. cent en Croatie. Toujours une fin de non-recevoir et des menaces de la part de Belgrade: les deux Parlements proclament unilatéralement leur indépendance il y a dix jours. Les tanks font leur apparition, le sang coule et, surtout, la menace d'une vraie guerre civile à la libanaise se précise. Or, loin de reculer devant la violence, les mouvements nationalistes semblent se durcir à leur tour.

«Il y a quinze jours encore, me dit le ministre croate de l'information, M. Hrtec (romancier pour enfants de profession!), on pouvait encore envisager un arrangement avec la Serbie, une sorte de confédération d'États souverains. Aujourd'hui, les choses sont allées beaucoup trop loin. Désormais il faut se séparer. Peut-être, après plusieurs années, pourrions-nous nous rapprocher de nouveau, peut-être constituer un marché commun...»

Jamais le bain de sang redouté en Yougoslavie n'a paru aussi proche, mais cette perspective n'a d'autre résultat que de ressouder définitivement les camps ennemis! Les quelques Serbes que vous rencontrez et qui ont l'air de gens parfai-



tement raisonnables regrettent la situation, mais «compréhendent» ou «approuvent» que l'armée défende l'intégrité de la Yougoslavie. Quant aux Slovaques et aux Croates, ils se préparent à se battre, ou à voir leurs enfants mourir contre les tanks de Belgrade.

En huit jours, j'ai rencontré un seul Slovaque ouvertement favorable au compromis et à la négociation avec le gouvernement fédéral. C'était le responsable civil de l'aéroport de Ljubljana. «On ne peut pas rayer d'un seul trait le fait d'avoir formé le même pays depuis 73 ans. Il faut trouver une solution intermédiaire, sinon toutes les petites nationalités d'Europe vont exploser à leur tour.» Cependant, étant slovaque — et connaissant les Serbes — il accordait peu de foi à cette issue favorable.

Absolument tous les autres estiment avoir épuisé les voies de la négociation avec la Serbie et revendiquent tout simplement leur droit, à l'autodétermination. En Slovaquie, on annonce presque fièrement, du côté officiel, une baisse de 12 p. cent du produit national brut pour les douze derniers mois. En Croatie, on parle d'une chute brutale de 30 p. cent due en particulier à l'effondrement total du tourisme cet été sur la côte adriatique. Avec des convictions encore plus bétonnées.

Le droit à l'autodétermination

Bien entendu, on peut se retrancher derrière le principe simple du droit des peuples à l'autodétermination. Mais on sait très bien que ce principe a des limi-

tes, en particulier en Europe où les minorités nationales sont innombrables et les frontières souvent absurdes. Par-dessus le marché, les républiques de Yougoslavie ne font pas partie des victimes les plus flagrantes. La Slovaquie comme la Croatie ont volontairement rejoint le royaume de Serbie en 1918, à la faveur de l'effondrement de l'empire austro-hongrois et au nom de la solidarité des Slaves du sud, contrairement aux pays baltes, annexés de force. Il est vrai que, depuis, on ne leur a pas souvent posé de nouveau la question, car la Yougoslavie est passée, à partir de 1929, de la dictature fascisante au communisme de Tito.

Unifiée de force par les différentes filiales de la Ligue des communistes de Yougoslavie, la Fédération avait en fait accordé une assez large autonomie aux républiques. En Slovaquie comme en Croatie, le gouvernement «provincial» a la haute main sur l'éducation, la culture, les communications. Chaque république a ses chaînes de télévision. Il n'y a rien ici qui ressemble à des oppressions nationales. Et si des aménagements ont été réalisés, notamment dans les années 70, de nouveaux arrangements devraient être possibles aujourd'hui.

Une tutelle intolérable

En fait, des aménagements seraient possibles... s'il n'y avait pas le pouvoir serbe. Et le nationalisme serbe qui est son corollaire. La Serbie constitue la plus grande république, homogène; les Serbes représentent environ 40 p. cent de la population. Et, depuis les origines, ils contrôlent très largement le pouvoir politique et militaire. La tutelle serbe a toujours été pesante. Elle a été masquée pendant quarante ans par le régime

communiste. Aujourd'hui, elle est devenue intolérable.

La première raison, c'est que la Croatie — et encore davantage la Slovaquie — connaissent un réel développement depuis des années. Avec huit p. cent de la population, la Slovaquie fait 20 p. cent du PNB. Avec 27 p. cent de la population, les deux républiques produisent 47 p. cent du PNB! Or, elles n'ont toujours pas de pouvoir décisif à Belgrade. Pour couronner le tout, les deux républiques «riches» paient davantage pour la Fédération qu'elles n'en reçoivent. Au nom de la solidarité.

En somme, un pouvoir exorbitant est exercé en Yougoslavie par la nationalité dominante, qui est en même temps nettement plus pauvre et arriérée. Le bon sens voudrait que la Serbie admette l'illogisme de cette situation, et transige au moins sur une très large autonomie des républiques occidentales ou une nouvelle répartition des pouvoirs.

Le problème c'est que, bien loin de se modérer, la Serbie est elle-même saisie par le nationalisme, et fantasme sur sa vocation à fédérer les Slaves du Sud. Une fois éclatée la Yougoslavie, qu'en viendrait la pauvre Serbie, rejetée vers les Turcs, ses anciens ennemis héréditaires? Il est possible que pour elle le maintien de «sa» Fédération soit une question de vie ou de mort.

Quant aux Slovaques et aux Croates, ils estiment qu'ils ont une chance unique, pour la première fois depuis 1918, de décider de leur sort. Et ça aussi ce peut être une question de vie ou de mort. Sur fond de haines ancestrales, le contexte actuel ne favorise pas la modération. Et ne pousse pas à l'optimisme.

Le cartel de Medellin est mort... vive le cartel de Cali!

SYLVIANE BOURGETEAU

Collaboration spéciale

BOGOTÁ

Au lendemain de la reddition de Pablo Escobar, chef du cartel de Medellin, le président de la Colombie, Cesar Gaviria, déclarait lors d'une allocution télévisée que «cela signifie la fin du narcoterrorisme... et au niveau international un coup très dur contre le narcotrafic». La majorité des Colombiens n'ont cru qu'à la première moitié de cette affirmation.

D'ailleurs, peu après, le ministre de la Justice signalait dans la presse colombienne qu'effectivement cette reddition, et celle, quelques mois plus tôt, des frères Ochoa, engendreraient une diminution significative du terrorisme «mais que cela n'arrêtera pas le narcotrafic qui continuera tant que nous ne compterons pas sur une collaboration internationale (en matière de répression) suffisante». Puis, il rappelait que «ce sont les pays consommateurs qui perçoivent les vrais bénéfices du trafic de la drogue car 90 p. cent restent dans ces pays alors que seulement 10 p. cent sont rapatriés en Amérique latine». Preuve à l'appui, le ministre donnait des chiffres: «Un kilo de cocaïne coûte 2000 \$US en Colombie et 170 000 \$US aux États-Unis.»

Trois jours après s'être livré à la justice, Pablo Escobar déclarait publiquement que «la part du marché de la cocaïne contrôlée par Medellin ne sera pas administrée à partir de la prison, ni dans la rue par des vendeurs ou des prétextes». Escobar et les trois frères Ochoa derrière les barreaux, cela signifie-t-il effectivement que le cartel de Medellin est décapité? Qu'il abandonne le trafic de la cocaïne? Que dorénavant, la Colombie ne sera plus le principal exportateur? Bob Martinez, le tzar américain de la lutte anti-droque, répondait aussitôt aux déclarations du chef du cartel de Medellin: «J'ai des raisons pour croire que la terrible organisation montée par Pablo

Escobar ne disparaîtra pas.» Une supposition soutenue par un responsable argentin d'Interpol, qui reconnaît qu'«Escobar est important mais qu'il n'est pas le seul» et qu'il est très probable que «son rival, le cartel de Cali, prenne dorénavant la tête des narcotrafiquants colombiens».

Les gentlemen trafiquants

L'existence et les activités du cartel de Cali ont été durant longtemps minimisées, non seulement par la publicité faite autour du cartel de Medellin, mais aussi par la protection dont il bénéficie grâce à ses influences — subtilement cultivées durant des années — dans la politique, le commerce, la justice et la presse. Les membres du cartel de Cali, considérés comme «des narcotrafiquants-gentlemen», sont accusés par la Drug Enforcement Administration (DEA, l'agence anti-droque américaine) de contrôler les quatre cinquièmes du marché de la cocaïne à New York, où chacune des «cellules» de sa complexe et hermétique organisation lui rapporterait entre sept et 12 millions \$US par mois.

Au contraire de Medellin, qui utilisait pour ses envois des bateaux hyperpuissants ou des petits avions, le cartel de Cali préfère la lenteur beaucoup plus sûre de la marine marchande. Une bonne raison: les douanes américaines ne peuvent vérifier que trois pour cent des neuf millions de conteneurs qui arrivent annuellement dans ses ports.

Et non content de détenir le marché de New York, le cartel de Cali est en train de s'implanter en Europe et au Japon. De toute évidence, le narcotrafic colombien n'a pas disparu à la suite de la reddition de Pablo Escobar.

On peut se demander alors quels sont — au-delà de la fin du narcoterrorisme — les succès de la guerre menée depuis plusieurs années par la Colombie. La réponse — simple et terriblement réaliste — a été donnée par le ministre colombien

de la Justice: «Le seul changement que nous sommes en train d'obtenir est le déplacement des centres de production vers d'autres pays». Depuis plus d'un an, Interpol, dans l'un de ses documents d'analyse, parlait déjà de ce danger: «... les laboratoires se déplacent et la production de cocaïne augmente dans les pays limitrophes (Pérou, Equateur, Brésil, et principalement Venezuela) où les cartels démontrent un haut indice de croissance...». L'agence internationale reconnaît que «... le contrôle excessif du gouvernement colombien à partir de septembre 89 a obligé ces délinquants à changer leurs méthodes opérationnelles...».

Ce qui explique le cri d'alarme poussé voilà deux semaines par le président vénézuélien, Carlos Andres Perez, qui s'est proclamé «commandant d'une croisade anti-droque» après avoir dévoilé le plan de répression de son gouvernement. Le président a récemment dû destituer son directeur des services d'intelligence militaire et expulser un ex-ministre et un ex-gouverneur de son propre parti — Action Démocratique — qui étaient directement impliqués dans le trafic de cocaïne. Trois personnalités qui ne représentent que la pointe de l'iceberg.

Avec Pablo Escobar et de nombreux membres du cartel de Medellin sous les verrous, la Colombie a réussi à faire disparaître — temporairement? — l'un des nombreux facteurs de violence qui existent dans sa société. Ceci était son principal objectif.

Et comme le soulignait dernièrement le président Cesar Gaviria: «La Colombie a payé très cher les coûts de cette guerre, c'est maintenant à la communauté internationale de faire ce qui lui incombe: lutter contre le narcotrafic.» C'est à dire, contrôler sa consommation, mais aussi le blanchiment des narcodollars dans ses propres banques et le transport des produits chimiques utilisés pour l'élaboration de la cocaïne, qui proviennent de ses propres usines.



Avec Pablo Escobar (photo) et de nombreux membres du cartel de Medellin sous les verrous, la Colombie a réussi à faire disparaître — temporairement? — l'un des nombreux facteurs de violence qui existent dans sa société. Ceci était son principal objectif.

GUY
PINARD

Depuis son inauguration en 1855, le cimetière Notre-Dame-des-Neiges a accueilli les sépultures de plus d'un million de catholiques de toutes les ethnies imaginables. Et ce n'est pas demain la veille que l'administration refusera la sépulture aux personnes décédées puisque le cimetière n'est occupé qu'à 60 p. cent de sa capacité.

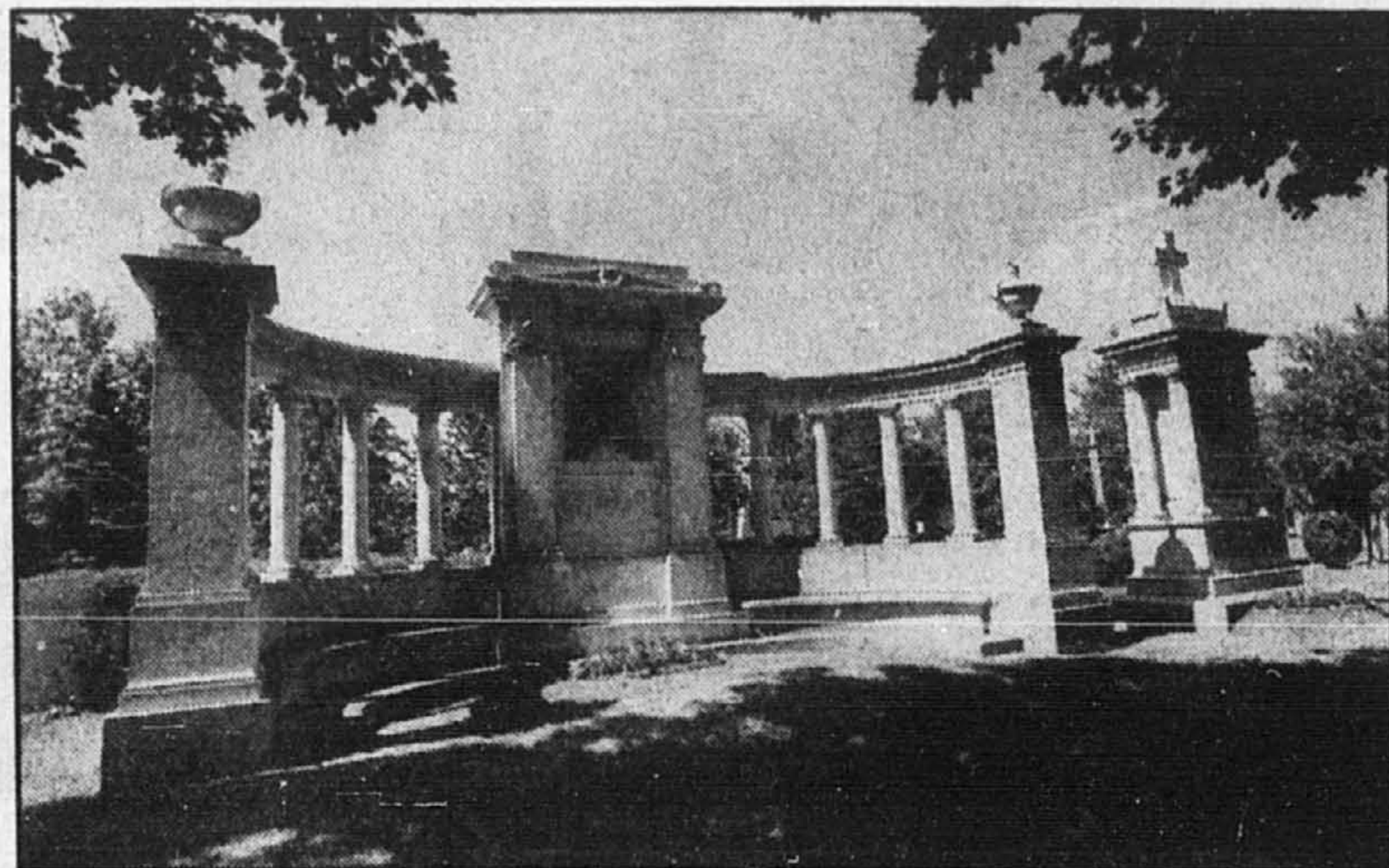
Accroché au flanc du mont Royal, le cimetière occupe un territoire de 1,15 km de largeur sur 1,75 km dans sa partie la plus profonde. Ses attributs sont ceux d'un parc méconnu de la majorité des Montréalais. Dans les branches des 26 essences d'arbres gazouillent une vingtaine d'espèces d'oiseaux, du pluvier Kildir au faisan de chasse, en passant par l'oiseau moqueur, le goglu, le pic chevelu, l'hirondelle, et la vulgaire corneille d'Amérique. Les tamias et les écureuils s'approchent sans crainte, et si je n'ai pas vu de renards roux, on m'assure qu'il y en a.

Mais le cimetière Notre-Dame-des-Neiges demeure un lieu de recueillement, un endroit où on déambule avec dignité. S'il est vrai que tous les hommes sont égaux dans la mort, certains ont laissé sur terre une renommée qui ne les abandonnera jamais.

Le parcours que propose *La Presse* a pour objet de vous familiariser avec ces personnalités illustres. Ce parcours de 10 km en voiture durera au minimum cinq heures. Le circuit vous conduira jusqu'au sommet du mont Royal, de sorte qu'il risque d'être éreintant si vous l'attaquez *pedibus cum jambis* (la bicyclette est interdite). Nous vous recommandons d'utiliser plutôt la voiture, d'autant plus qu'il vous faudra une bonne journée pour faire le parcours au complet.

Une interruption est prévue à mi-parcours, pour ceux qui préféreraient faire le circuit en deux jours. Sur semaine, le cimetière ouvre ses grilles à 7 h et les ferme à 19 h. L'ouverture a lieu une heure plus tard en week-end et les jours de fête.

Certains monuments sont difficiles à trouver, d'autant plus que le cimetière n'a pas jugé utile d'identifier les allées, ce qui



Ce remarquable monument en hémicycle est celui de Trefflé Berthiaume, le personnage le plus marquant de l'histoire de *La Presse*.

Quatre monuments sont ensuite groupés, soit celui de *Louis-Joseph Lemieux* (11), député de Gaspé et shérif de Montréal avant de devenir agent général du Québec à Londres (1926-36), et dont la femme mourut à Monte Carlo en 1930; celui de l'écrivain *Laurent-Olivier David* (12), identifié par deux bas-reliefs, dont l'un en bronze qui représente David lui-même; celui, dissimulé derrière deux gros arbres, du sénateur *Amédée-Emmanuel Forget* (13), qui fut également lieutenant-gouverneur des Terroirs du Nord-Ouest et de la Saskatchewan, entre 1898 et 1910; et celui du maire fondateur de Montréal-Est, *Joseph Versailles* (14), un monument imposant surmonté d'une statue en bronze représentant le Sacré-Cœur.

Alfred Laliberté et D'Arcy McGee

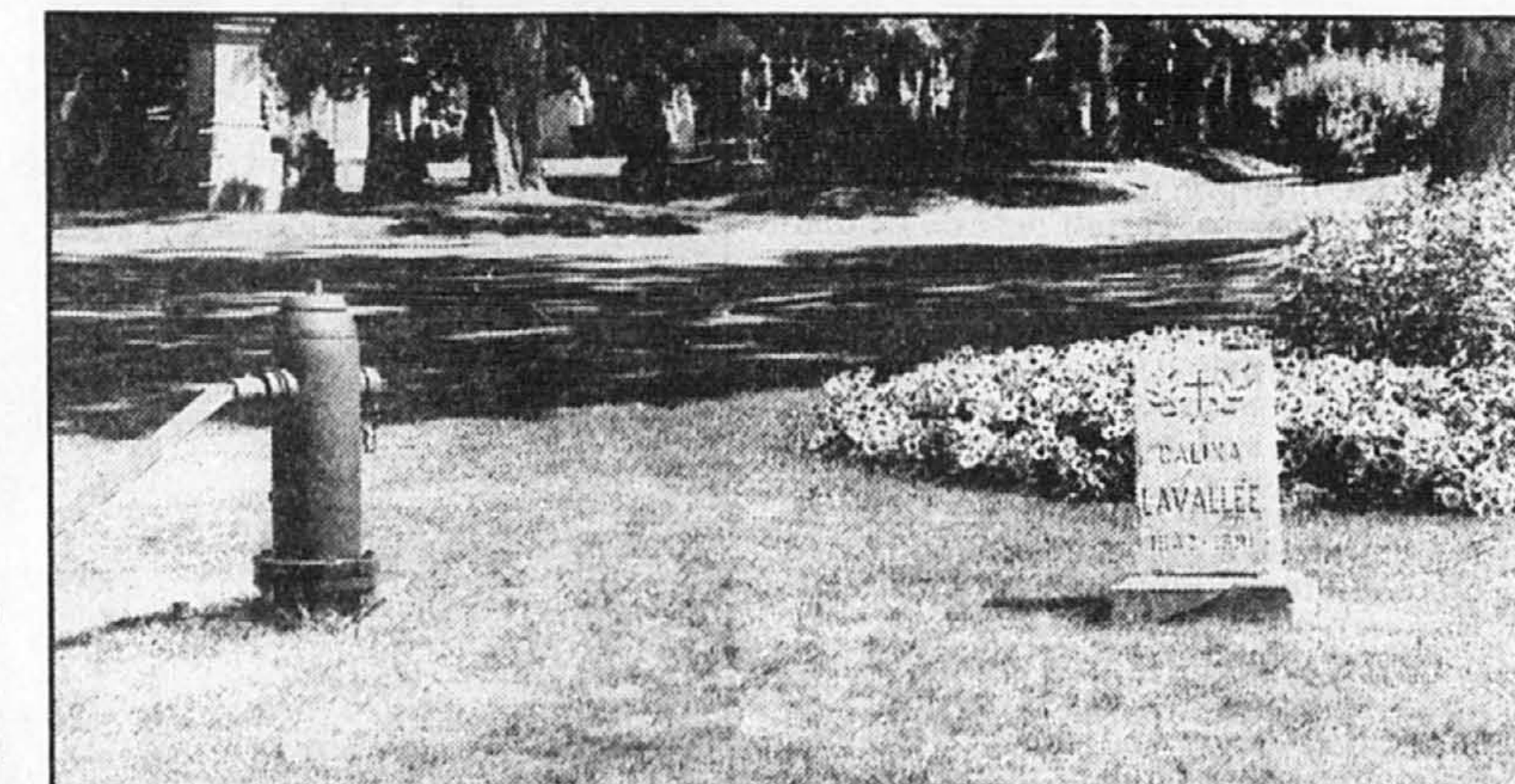
Situé au coeur d'un îlot, le monument du sculpteur *Alfred Laliberté* (15) n'est pas évident, mais vous pourrez le repérer grâce au buste de Laliberté, le seul de l'îlot. Plus loin, se trouve le monument discret du journaliste *J.A. René de Cotret* (16). Un haut-relief plein pied de la Vierge permet de repérer la pierre ovale du sculpteur *Émile Brunet* (17) décédé en 1977.

L'îlot voisin comprend quatre monuments importants. Tout d'abord le caveau du père de la Confédération *Thomas D'Arcy McGee* (18), assassiné à Ottawa le 7 avril 1868. La croix blanche rongée par le temps tout près d'une clôture en fer forgé noir est celle du juge *Jonathan Saxton Campbell Wurtle* (19), juge puiné à la Cour du Banc du Roi mort en 1904. Le bloc de marbre noir situé dans l'allée suivante rappelle la mémoire de *Karol Sidor* (20), décédé en exil à Montréal en 1953 après avoir été ministre plénipotentiaire de la Slovaquie auprès du Saint-Siège. En quittant cette allée, on aperçoit sur la gauche le caveau d'*Honoré Mercier* (21), premier ministre du Québec (1887-91). Retournez à votre voiture.

L'énorme obélisque sur la gauche est celui de *Raymond Préfontaine* (22), qui fut maire de Montréal (1893-1902), puis ministre fédéral de la Marine et des Pêcheries. Un bas-relief de Préfontaine est sculpté dans la pierre. La grosse stèle grise avec croix sculptée en relief identifie la tombe de *Charles Archer* (23), juge à la Cour supérieure. Tout en contournant l'îlot en rond-point, vous apercevrez sur votre gauche un remarquable monument gothique (24), mais malheureusement la plaque d'identification est illisible.

Ludger Duvernay

Descendez de voiture. Sur votre droite vous pouvez voir, parmi plusieurs monuments en granit saumon élevé à la mémoire des Beaudry, celui de *Jean-Louis Beaudry* (25), maire de Montréal en trois occasions (1862-66; 1877-79; 1881-86). Son frère *Prudent*, qui fut maire de Los Angeles, est enterré avec *Léman Beaudry*. Le monument entouré d'une clôture en fer forgé, de l'autre côté du sentier, a été érigé par la Société Saint-Jean-Baptiste en l'honneur de son fondateur, *Ludger Duvernay* (26). Ce monument est le plus ancien du cimetière. Derrière le monument de Duvernay, en contrebas, on peut voir celui de *Sir Adolphe Chabreau* (27), avocat, journaliste, copropriétaire de *La Presse*, premier ministre du Québec (1879-1882), secrétaire d'État à Ottawa (1882-1892), ministre fédéral des Douanes, et lieutenant-gouverneur du Québec (1892-1898). Une fois revenu sur vos pas, suivez la route qui descend. S'y trouvent trois monuments: celui de *Sir Au-*



La minuscule pierre mortuaire de Calixa Lavallée est seule au milieu de son îlot fleuri, qu'elle partage... avec une borne-fontaine!

guste-Réal Angers (28), qui fut notamment lieutenant-gouverneur du Québec (1887-92); celui de *Sir Louis-Olivier Taillon* (29), premier ministre du Québec (1892-96), un monument surmonté d'un buste en bronze; à côté, est l'imposant Christ en croix identifie le monument de *Pierre Beaubien* (30), grand propriétaire terrien décédé en 1881, et sur les terres duquel furent aménagés le cimetière Notre-Dame-des-Neiges et la ville d'Outremont. Avec lui sont enterrés plusieurs Beaubien célèbres, y compris *Louis*, fondateur d'Outremont en 1875 et président de plusieurs entreprises, le sénateur *Charles-Philippe*, qui représenta le Canada auprès de la Société des Nations en 1931, à Genève, *Louis-Philippe*, et *Charles*. Revenez vers votre voiture.

Les architectes Ostell et Cormier

Sur votre gauche, vous pouvez apercevoir le monument de *Louis Beaudry* (31), qui fut à une époque directeur général de la Compagnie du Gaz de la Cité. Plus loin, après deux virages à gauche, se trouve le

monument d'*Édouard-Raymond Fabre* (32), maire de Montréal en 1849. En face, à gauche, on remarque le monument des *Boyer*, qui contient les restes du sénateur *Arthur Boyer* (33). La pierre brute posée sur un socle, à l'arrière de ce monument, commémore la mémoire de *Marc Boyer*, sous-ministre fédéral des Mines. Tout juste en arrière, le long du petit sentier, s'élève le monument de *Paul Bruchési* (34), enterré avec son fils *Charles* et son petit-fils *Jean*, écrivain et ambassadeur du Canada en Espagne, au Maroc et en Argentine. Plus loin, sur la droite, on remarque une pierre tombale blanche où repose l'écuyer *Joseph Marie Lamothe* (35), décédé en 1808. *Joseph-Maurice*, son fils unique, et *Henri C.*, un descendant qui fut «greffier de la Couronne en chancellerie du Canada», lui tiennent compagnie. En face, on remarque un caveau surmonté d'une tour de style Second Empire: il contient les restes du sénateur *Louis Renaud* (36) et de son fils *François-Xavier*, qui fut également sénateur. À côté se trouve la tombe de l'architecte *John Ostell* (37) et de son épouse *Éléonore Gauvin*. Un autre architecte célèbre, *Ernest Cormier* (38), et ses deux épouses, *Berthe Leduc* et *Clarinet Perron*, ont été enterrés dans le lot d'*Isaïe Cormier*.

Idola St-Jean (39), qui s'est si souvent portée à la défense des droits des femmes, se trouve dans le lot des *St-Jean-Décary*, près du sentier en pelouse, et toutes les annotations qui la concernent sont gravées à l'endos de la pierre, avec un bas-relief. Le monument nous rappelle qu'elle était la fille d'*Edmond*, avocat, et d'*Emma LeMoine*. Les juges *Alphonse Décary*, décédé en 1954, et *Jacques Décary*, décédé en 1989, sont au même endroit. L'imposante statue de la Vierge et de l'Enfant-Jésus située en bordure du chemin principal identifie le monument de *Gabriel Drouin* (40), de l'Institut généalogique du même nom.

Lord Shaughnessy

On attaque maintenant le secteur du cimetière qui contient le plus grand nombre de personnalités au mètre carré. Le monument orné d'une Vierge rappelle la mémoire des frères *Theodore* et *Théophile Viau* (41), de la biscuiterie du même nom. Le bas-relief est celui de *Theodore*, mort un an avant *Théophile*. En face se trouve le monument de *Lord Thomas Shaughnessy* (42), premier baron de Montréal et grand patron du Canadien Pacifique de 1899 à 1923. Parmi les nombreuses qui partagent l'emplacement avec lui se trouvent ses fils *William James*, deuxième baron, et *Alfred T.*, mort au champ d'honneur en Belgique en 1916. Le catéfalque surmonté d'une croix de *Charles Bertille* contient la dépouille du poète *Pamphile Lemay* (43), mort en 1918. À lire absolument, le poème de sa mère *Marie-Louise* gravé dans la pierre. Le beau monument en marbre et en granit surmonté d'un ange et orné de fleurs de lys est celui de la famille *Valois* (44); il comprend les restes de *Paul-Eustache Lussier*, seigneur de Varennes, et ceux de *Simon Jude*, mort en 1831 à l'âge de 15 mois. Tout à côté, on remarque le trophée de *Joseph Israël Tarte* (45), ministre des Travaux publics du Canada.

L'homme d'affaires, historien et diplomate *Émile Vaillancourt* (46) est enterré en compagnie de son père *Janvier A.*, président de la compagnie J.A. Vaillancourt limitée. Plus loin se trouve le monument de *Sir Alexandre Lacoste* (47), juge en chef du Québec, sénateur et président du Sénat en 1891. Le monument de l'homme d'affaires *Alphonse Raymond* (48), président de la

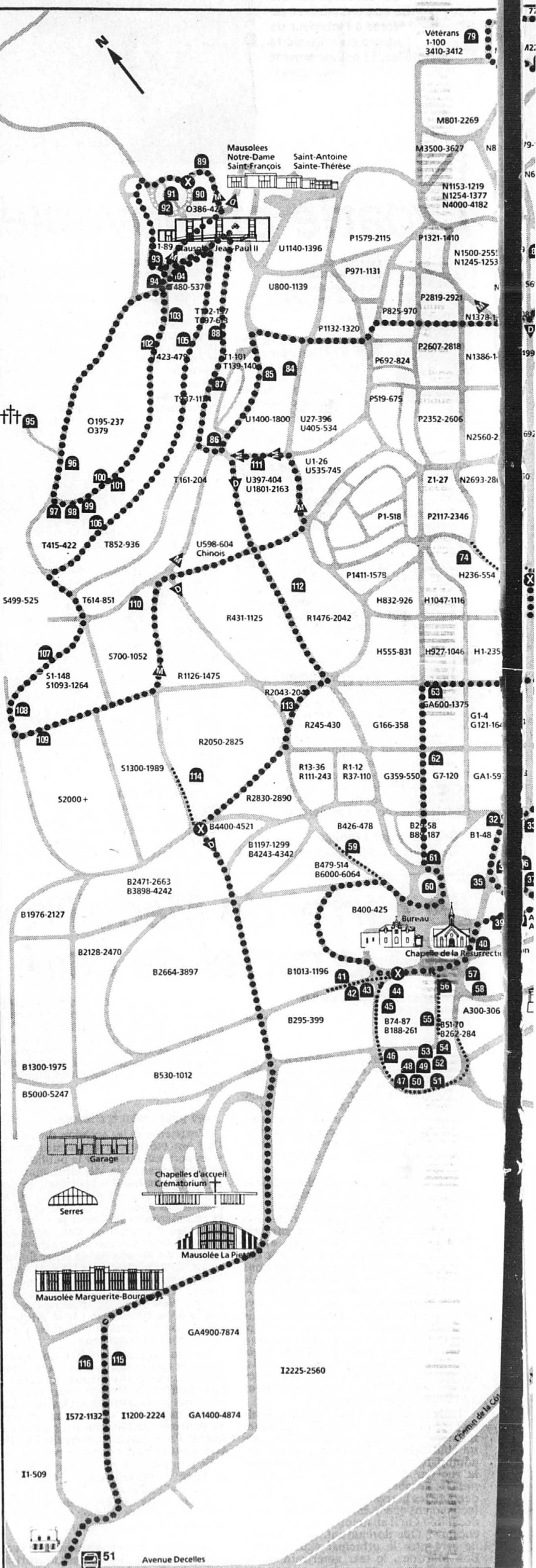
confiserie du même nom, se trouve en retrait du chemin. Tout juste à côté, on remarque le monument des *Gérin-Lajoie* (49), qui comprend la dépouille mortelle d'*Antoine*, homme de lettres mort en 1882, de son fils *Henri*, avocat et bâtonnier, et de ses arrière-petits-fils *Henri*, avocat, *Alexandre*, avocat et docteur en Droit, et *Léon*, qui fut président de l'Association médicale mondiale et de la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique. En contrebas s'élève le monument de *Justine Lacoste* (50), fondatrice de l'hôpital Sainte-Justine. La tombe de son père *Louis de Gaspé Beaubien*, président de la Bourse de Montréal, se trouve à côté.

Le monument des Patriotes

De retour au bord du chemin, on aperçoit le monument de *Sir Lomer Gouin* (51), premier ministre du Québec (1905-20). Son fils *Lomer*, écrivain et artiste, et ses deux femmes, *Eliza Mercier* et *Lady Alice Amos*, partagent sa tombe. On remarquera aussi à côté le remarquable ange en bronze du monument de *Fred Lallemend*. En

VISITE AU CIMETIÈRE N

L'HISTOIRE GRAVÉE DANS



L'historien William Atherton avait aussi été gérant du Catholic Sailors' Club, qui lui offrit ce monument couronné d'un bateau sculpté dans la pierre.

faciliterait d'emblée le repérage. Il faut donc suivre le plan le plus scrupuleusement possible, sinon on court le risque de s'y perdre. Les chiffres qui apparaissent sur la carte identifient les tombes qui se trouvent à l'intérieur de l'îlot concerné, et ces numéros sont généralement gravés sur l'envers du monument.

La liste n'est évidemment pas exhaustive. Vous contribuerez à son enrichissement en me communiquant à *La Presse* les noms et les numéros des emplacements des personnalités célèbres absents de ce parcours.

À l'attaque

La visite débute à l'entrée du chemin de la Côte-des-Neiges. Au coeur du rond-point se trouve un grand crucifix (1) flanqué de deux anges à trompette. En route pour l'entrée du chemin Remembrance, on contournera le lieu de sépulture des enfants (2), enterrés au pied de la Vierge, puis on longera le coin des slaves (3). Plusieurs ethnies se retrouvent dans des îlots particuliers.

Jocelyne Deslongchamps Roche est peut-être une inconnue aux yeux de plusieurs, mais sûrement pas la chanteuse *Aglaé* (4), dont la signature est gravée dans le granit. Le bloc de marbre noir situé de l'autre côté du chemin est celui du sénateur *Romuald Bourque* (5). On longe ensuite un petit bois, puis l'îlot des orientaux (6). Une première descente de voiture s'impose puisqu'il y a une quinzaine de monuments à proximité.

On commence par la petite pierre tombale de l'architecte *Victor Bourgeau* (7), cachée derrière le caveau de J.R. Ouimet. Vient ensuite le monument de la famille *Pierre Jodoin* (8), moins son épouse, *Marie-Hélène Birs*, décédée en 1847 et inhumée sous la crypte de la basilique Notre-Dame. Tout à côté, on aperçoit l'imposant caveau de la famille du marchand *Joseph Tiffin* (9). Le lot d'*Herménigilde Godin* (10) contient les restes du poète *William Chapman*, mort en 1917.

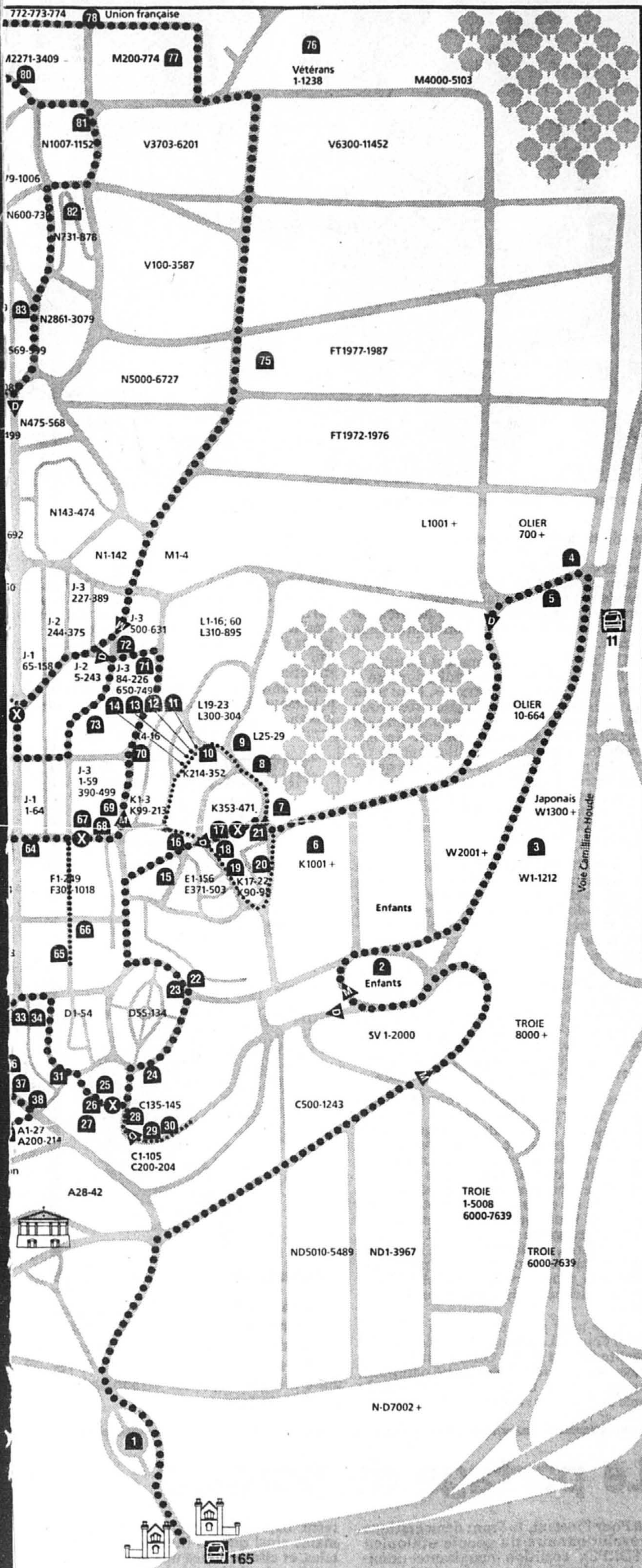


Le catéfalque de Camilien Houde, qui fut maire de Montréal pendant 18 ans.

us

OTRE-DAME-DES-NEIGES

DU QUÉBEC NS LA PIERRE



PLAN DU CIMETIÈRE
DE NOTRE-DAME-DES-NEIGES

- Trajet effectué en voiture
- Trajet effectué à pied
- ▲ Chemin à pente montante
- ▼ Chemin à pente descendante
- Indique les numéros des tombes situées à l'intérieur de l'îlot concerné
- X Descente de voiture

grimpant dans la butte, on aperçoit le monument orné d'une statue en bronze de la Vierge et de l'Enfant-Jésus et d'un bas-relief représentant des enfants sculptés dans la pierre. Ce monument est celui de **Pamphile Du Tremblay** (52), qui fut sénateur et président de *La Presse*, enterré en compagnie de son épouse **Angéline Berthiaume**, ex-proprétaire de *La Presse*. Le monument d'Angéline tourne le dos au gigantesque monument en hémicycle de son père **Trefflé Berthiaume** (53), l'homme qui a le plus marqué l'histoire de notre journal; sachant qu'Angéline a abandonné *La Presse* en 1961 pour aller fonder son concurrent principal du temps, *Le Nouveau Journal*, qui dura moins d'un an et engloutit sa fortune personnelle, on peut se demander s'il s'agit du seul fruit du hasard. Les monuments des Berthiaume côtoient le **monument des Patriotes** (54), dessiné par l'architecte T. Fahrland et construit en 1858 par P. Mayer pour perpétuer la mémoire des victimes de la rébellion de 1837-38. Ironie du sort, ce monument a été érigé par l'Institut «canadien»...

Camillien Houde

De l'autre côté du petit sentier se trouve, derrière le monument d'un dénommé **Alfred Saint-Cyr**, le buste de l'avocat et poète **Louis Fréchette** (55), détenteur des Palmes académiques. Il faut absolument lire le dernier sonnet qu'il a composé sur sa mort. Vient ensuite le grand emplacement du personnage politique et homme d'affaires **Charles-Séraphin Rodier** (56), dont le monument est orné d'un buste. En bordure du chemin principal, on remarque le catafalque de **Camillien Houde** (57), qui fut maire de Montréal pendant 18 années réparties sur quatre périodes, emprisonné pour son opposition à la conscription, chef du Parti conservateur, ainsi que député à Québec et à Ottawa. Orné de la devise de Montréal, *Concordia Salus*, le catafalque contient aussi les restes de sa première femme, **Mignonne Bourgie**. Tout près, on aperçoit l'imposant monument de **Joseph-Alexandre De Sève** (58), fondateur de CFTM-TV, avec ses trois pierres tombales. Son épitaphe mérite qu'on s'y arrête.

De retour à l'auto, les options sont les suivantes: on continue, on va casser la croûte, ou on rentre à la maison pour poursuivre un autre jour en partant de ce point. Vous suivez toujours ?

Calixa Lavallée

L'obélisque qu'on voit sur la gauche est celui de **Narcisse Ducharme** (59), premier président de la Banque Provinciale. Le minuscule monument isolé, près d'une borne fontaine, sur la gauche, est celui de **Calixa Lavallée** (60), auteur-compositeur de l'hymne national canadien. Ce monument fait vraiment pitié à voir, à côté d'une borne-fontaine. Suit le buste en bronze de **Louis Archambault** (61), fondateur de la Société des artisans canadiens-français. Le petit obélisque de l'écrivain **Philippe Aubert de Gaspé** (62), mort en 1909, vient après. Dans l'îlot suivant se trouve le monument des deux célèbres comédiens, **Oliver Guimond, père et fils** (63). Cette tombe minuscule est située dans la deuxième rangée à partir du chemin et porte le numéro 1341. L'obélisque de **Jean-Baptiste Meilleur** (64) se trouve deux îlots plus loin. Meilleur fut le premier surintendant de l'Éducation du Québec et principal collègue de L'Assomption. En face, on peut apercevoir les lots communs des sourdes-muettes, de l'Institut Nazareth pour les aveugles et des Frères des écoles chrétiennes. Descendez de voiture. Le monument de **Thomas McCready** (65), conseiller municipal de 1860 à 1868, est à proximité. Sa femme, **Jane Gilroy**, a été enterrée au même endroit. Le monument en granit poli a sans doute été offert par l'arrière-petite-fille de McCready, **Rose-Marie Murray**, décédée en 1955, puisqu'il s'agit d'une pierre moderne. Même s'il est situé au bord du chemin, le minuscule monument du journaliste et polémiste **Jules Fournier** (66) n'est pas évident car il est caché derrière deux grands arbres; la famille a sans doute oublié que les petits arbres deviennent grands avec les années... En revenant vers la voiture, on apercevra un vieux monument en pierre blanche rongée par les ans. Il s'agit du monument de **Joseph Bouchette** (67), arpenteur général du Canada. La stèle en marbre saumon tout près a été érigée en l'honneur de **Jean-Baptiste Bruyère**, écuier et négociant en cette ville, décédé à Calais, en France, en octobre 1859. **Frédéric Auguste Quessnel** (68), conseiller législatif de la «province du Canada» en 1866, est enterré dans le lot de la famille Coursol. Le monument de l'homme politique et avocat **Denis-Benjamin Viger** (69) se trouve tout près dans la deuxième rangée (#53). Il s'agit d'une pierre en granit poli gris. Revenez à la voiture.

Philippe Panneton et Jos Montferrant

Sir Louis-Hippolyte LaFontaine (70) est enterré dans le petit caveau familial où se trouvent aussi les restes du juge **Berthel Turgeon**. Un bas-relief rappelle la mémoire de LaFontaine. La croix en pierre de **Trefflé Rottot** (71) apparaît sur votre gauche, dans le virage. Le docteur Rottot fut un des fondateurs de l'hôpital Notre-Dame de Montréal. Médecin, chirurgien, diplomate (il fut ambassadeur du Canada au Portugal) et écrivain sous le nom de plume de Ringuet, **Philippe Panneton** (72) a été enterré dans un lot identifié par un livre ouvert en granit sur une base en marbre, sur la droite. Le monument de **P.A.C. Munro** (73), décédé en 1882, se trouve sur la gauche, après la chicane. Après avoir été chirurgien à l'Hôtel-Dieu, il fonda l'École de médecine et de chirurgie de Montréal. Après deux virages à droite de 90 degrés, descendez de voiture à l'embranchement suivant; vous serez à proximité du monument de la famille de l'homme fort **Joseph Montferrant** (74), décédé en 1864. Il est ironique que le monument érigé à la mémoire d'un homme doué d'une force herculéenne soit aussi petit; sa pierre tombale grise se trouve dans la quatrième rangée à partir du chemin (H488). Remontez en voiture. Vous roulez sur une bonne distance avant d'atteindre le monument suivant; n'oubliez pas de compter toutes les intersections, sentiers gazonnés compris.

Si jamais vous vous perdez, dirigez-vous vers le côté ouest de l'îlot FT1977-1987, celui de **tombes temporaires** (75), marquées par une simple croix, en bois ou en métal. Tout au bout du chemin se trouve le premier terrain des **vétérans** (76). Le monument du journaliste **Louis Francoeur** (77) est situé au cœur de l'îlot, et il est aisément repérable grâce à l'énorme saule pleureur. Sur le gros bloc de marbre noir apparaît la signature du journaliste gravée en dorure dans la pierre. De l'autre côté du chemin se trouve le lot de l'**Union française** (78). Parmi les nombreuses personnalités, on relève les noms de **A.L. Van Houtte**, natif de Tourcoing, **Marcel Marre**, cofondateur du collège Français décédé en 1990, et de **Marie de Coriolis**, mieux con-



Cet obélisque offert par la Société Saint-Jean-Baptiste à son fondateur, **Ludger Duvernay**, fut le premier monument érigé au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

nue sous le nom de **comtesse de la Tour-Fondue**. Le deuxième terrain des **vétérans** (79) se trouve au bout du chemin.

William Atherton et Joseph Guilbord

Plus loin, sur la gauche, on aperçoit un gros monument en calcaire gris surmonté d'un bateau sculpté dans la pierre. Il s'agit du monument érigé en mémoire de l'historien **William Henry Atherton** (80) par le *Catholic Sailors' Club*, dont il fut gérant pendant 37 ans. Atherton fut aussi professeur émérite de l'Université de Montréal. L'emplacement des **Nelson** (81), **Wolfred**, un médecin qui fut maire de Montréal, et son frère **Robert**, également médecin et homme politique, n'est identifié par aucune tombe. Cet emplacement est situé entre la stèle des **O'Reilly** et l'escalier de pierre des **Dazé** portant le numéro 1079.

Il faut descendre de voiture pour voir le monument de **Joseph Guilbord** (82) car il est couché au sol. Ce monument rappelle une tranche de notre histoire qui ne fait pas honneur au clergé. Typographe réputé (on lui doit la typographie du premier catéchisme en langue amérindienne) et responsable de l'introduction de la stérotypie au Canada, Guilbord mourut à Montréal le 18 novembre 1869. Mais comme il était membre de l'Institut canadien de Montréal, il fut la victime de la dernière bataille entre les libéraux de l'Institut et l'école ultramontaine. Et devant son refus de démissionner sur son lit de mort, l'Eglise, par la voix de Mgr Ignace Bourget, lui refusa le droit d'être enterré dans le cimetière. L'Institut s'adressa aux tribunaux, puis au Conseil privé de Londres qui ordonna aux autorités d'enterrer les restes de Guilbord dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Ce qui fut fait en 1874. La pierre tombale de Guilbord se trouve dans le virage en épingle du petit sentier gazonné, elle est fendue en deux et les deux plaques d'identification sont disparues; seul le numéro «873» permet de l'identifier. Il serait difficile de trouver une pierre tombale en pire état dans tout le cimetière! Malice, ou coïncidence?

Le poète **Émile Nelligan** (83) mort en 1941 est enterré avec **Gilles Nelligan Corbeil**, le créateur de la fondation Émile-Nelligan mort tragiquement en 1986. Dix-neuf personnes sont enterrées dans le même lot, la plus ancienne sépulture étant celle d'**Hanorah Fenton**, morte en 1864 à l'âge de trois ans. Le monument suivant est celui de **Pierre F. Casgrain** (84), juge à la Cour supérieure. Quatre monuments plus à gauche, se trouve le monument d'un dénommé **Georges-Étienne Cartier**, qui n'a rien à voir avec le père de la Confédération. Après un virage serré sur la gauche, on voit le monument de l'architecte **Aristide Beau-grand-Champagne** (85). La haute obélisque est celle de **Louis-Joseph Forget** (86), président de la Bourse de Montréal. Plus loin, on aperçoit le monument d'**Alfred Thibault** (87), qui comprend aussi la sépulture de **J.-R.**, sénateur et shérif de Montréal. L'industriel et philanthrope **John Pratt** (88) suit dans le défilé des personnalités.

Sir George-Étienne Cartier

Après deux virages très serrés, on arrive au monument du général **Alfred-Eugène Labelle** (89). Tout à côté se trouve le monument des **Brodeur**, où est enterré **Joseph Adélaïde Azari Brodeur**, président du comité exécutif de la Ville de Montréal. Une

fois arrivé au rond-point, descendez de voiture.

Sur la gauche, on peut voir le monument de **Sir Henri-Thomas Taschereau** (90), juge en chef de la Cour du Québec. Le centre du rond-point est occupé par le monument couronné d'un buste de **Sir George-Étienne Cartier** (91), un des pères de la Confédération. En bordure du rond-point se trouve la tombe de **Joseph-Alfred Mousseau** (92), mort en 1886, juge de la Cour supérieure, premier ministre du Québec et secrétaire d'État du Canada. Revenez à la voiture.

Quittez en prenant le premier chemin à droite, puis empruntez le premier sentier gazonné sur la gauche. On aperçoit alors la tombe du notaire, professeur et écrivain **Victor Morin** (93), dont il faut voir l'endos. Quittez ce petit sentier pour parvenir au monument du financier et sénateur **Louis-Adélaïde Sénécal** (94) est impressionnant par ses dimensions. En descendant, vous verrez sur la droite le **Calvaire du cimetière** (95) et, en face, le monument collectif de l'**Union des artistes** (96) porte le nom de tous ceux qui y sont enterrés. A proximité, on remarque les monuments collectifs des communautés religieuses, le monument de **Jean Dalphond**, orné d'un jeu de cartes, et, vers l'intérieur de l'îlot, de minuscules pierres au sol portant les noms de deux célèbres acteurs, **Albert Duquesne** et **Odette Oligny**.

Cinq monuments sont groupés ensemble un peu plus loin ceux d'**Hector Racine** (97), président des *Royaux* de Montréal, au baseball, de **Paul Dozois** (98), ministre des Affaires municipales et des Finances dans les gouvernements de Maurice Duplessis, de l'homme d'affaires **Jean Parisien** (99), une tombe bien fleurie, de **Joseph E. Briggs** (100), remarquable pour sa colonnade en marbre noir, et du musicien **Noël Talarico** (101). Suivent plus loin les monuments de **Benjamin Georges Bourgeois** (102), membre correspondant de l'Académie de Chicago à Paris, et président de l'hôpital Notre-Dame, celui d'un quidam, **Kazimierz Jerzy Stanczykowski** (103), remarquable pour son icône polychrome, et enfin, dans virage, celui de **Gaspard Fauteux** (104), lieutenant-gouverneur du Québec de 1950 à 1958.

Poursuivez la route, mais prenez gare de ne pas faire d'erreur en empruntant un chemin déjà utilisé. Un peu en retrait, sur la droite, on aperçoit le remarquable monument de la **famille Baxter** (105), situé en face du monument de la famille Grothe. Le monument rappelle la mémoire de **Quag E. Baxter**, mort sur le *Titanic* le 15 avril 1912.

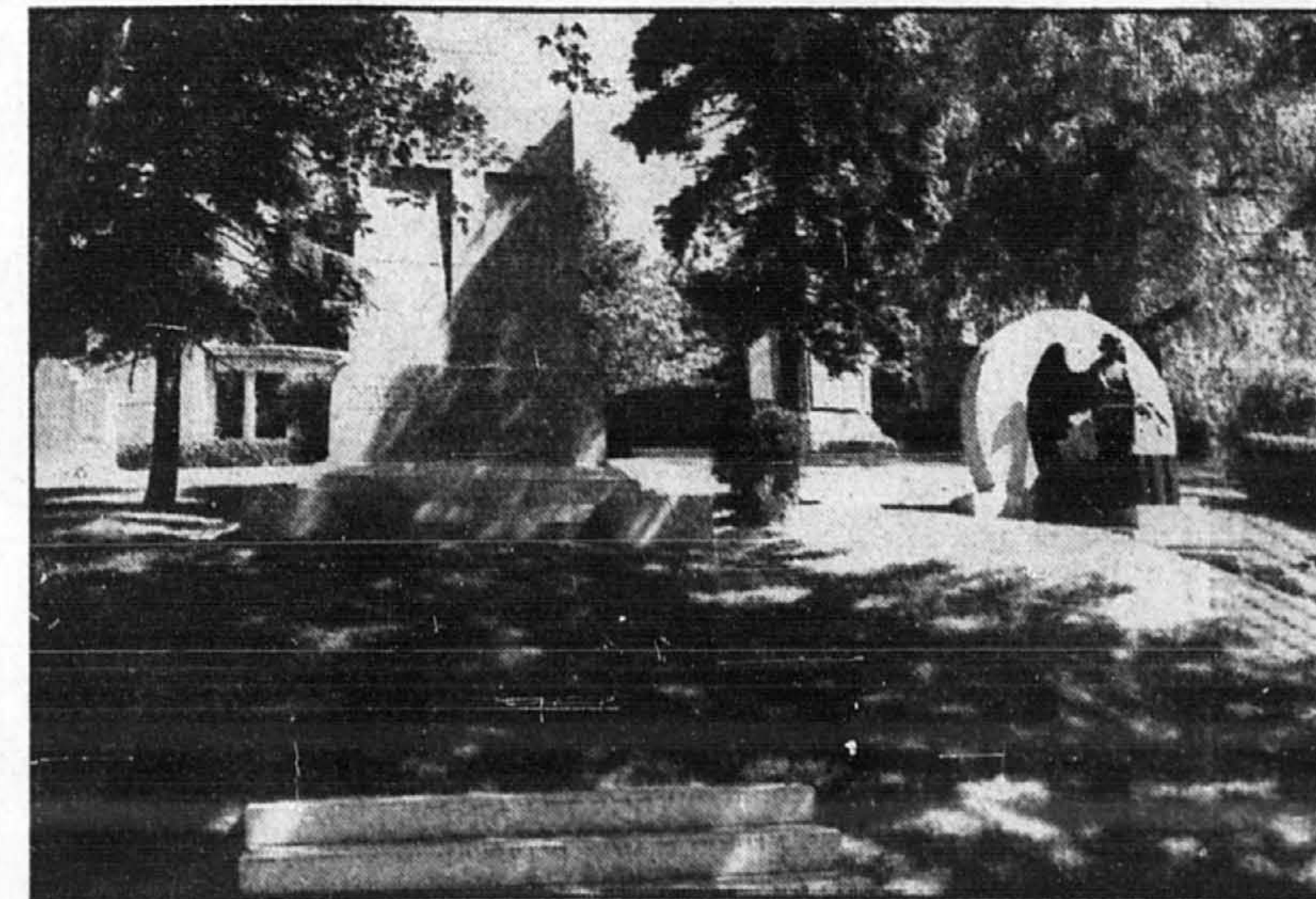
Le caveau de **Sir Louis Jetté** (106), qui fut lieutenant-gouverneur du Québec, suit plus loin, et il contient aussi la sépulture du sénateur **Rodolphe Lemieux**, président de la «Chambre des députés» à Ottawa. Tout près, on peut voir le monument du vice-marchal de l'air **Adélaïde Raymond**. L'obélisque sur la droite identifie la tombe de **Sir Antoine-Aimé Dorion** (107), juge en chef de la Cour du banc de la reine au XIX^e siècle, et de son épouse **Marie-Anne Tremblay**. **Lucien Tremblay** (108), juge en chef de la Cour du Québec pendant neuf ans, est enterré tout près. En sortant d'un virage, on aperçoit à droite le monument de **Mario Taddeo** (109), mort dans des circonstances étranges, à Laval. Légèrement à l'intérieur de l'îlot (S709) se trouve la tombe d'**Alfred Gagliardi** (110), bien connu de la communauté italienne. Tout à côté, sur la droite, se trouve la tombe de **Thibault Rinfret**, qui fut juge en chef de la Cour suprême du Canada.

Pierre Laporte et Yvon Robert

Après avoir longé l'îlot des Chinois, puis un autre îlot, on verra le monument de la **famille Laporte** (111), où est enterré le ministre **Pierre Laporte**, assassiné par le FLO en 1970. Cette année fut d'ailleurs terrible pour la famille Laporte car **Roland**, frère de Pierre, et **Denise Caron**, épouse d'**André**, moururent la même année. Le monument du lutteur **Jean Rougeau** (112) est situé à une douzaine de places du bord du chemin, dans la deuxième rangée, mais on peut le retrouver facilement grâce au petit ange polychrome posé sur la pierre tombale. Dans un îlot triangulaire se trouve le monument du financier et philanthrope **Marcellin Wilson** (113). Descendez de voiture pour vous rendre ensuite au monument de la **famille Robert** (114), où est enterré la dépouille d'**Yvon Robert**, grand responsable de l'implantation de la lutte au Québec. Ce monument est situé vis-à-vis la croix en pierre des **McKiernan**. Revenez vers la voiture. Il reste deux monuments à voir. D'abord celui du maire **Médéric Martin** (115), facile à identifier par son buste. Enfin, celui du boxeur **Johnny Greco** (116), un monument orné d'un médaillon en mosaïque polychrome situé dans la deuxième rangée. Vous quitterez le cimetière par la sortie de l'avenue Decelles.

PHOTOS JEAN GOUPIL

Demain: une visite au cimetière en photos



Une croix marque le lieu de sépulture de **Sir Lomer Gouin**, ex-premier ministre du Québec. A voir tout juste à côté la ronde-bosse en bronze de la famille **Lallemand**.

La guerre est terminée, mais sept millions d'Éthiopiens sont toujours acculés à la famine

Deux cinéastes québécois témoignent



JOONEED KHAN

Le changement de régime que vit depuis un mois l'Éthiopie est une véritable révolution car il signifie la fin de l'hégémonie de la minorité féodale des Amharas, mais c'est une révolution menacée par une foule de défis quasi-insurmontables — anarchie, caisses de l'État vides, divergences ethniques, immense pauvreté et au moins sept millions de personnes acculées à la famine.

C'est l'image chaotique, faite d'espoirs et de catastrophes, que les cinéastes-reporters Danièle Lacourse et Yvan Patry ramènent de ce pays grand comme les quatre-vingt-cinq du Québec, où ils sont arrivés fin mai, une semaine après la fuite du colonel-président Mengistu Haile Mariam et l'entrée dans Addis Abeba des maquisards tigréens du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (le FDRPE de Meles Zenawi), avec l'approbation des États-Unis.

«Addis, la capitale, compte beaucoup d'Amharas: la prudence y est donc de rigueur face au FDRPE dominé par les Tigréens», dit Lacourse, debout au milieu de moniteurs vidéo et de valises, dans les locaux d'Alter-Ciné, rue Esplanade, à Montréal.

«Ce qui n'a pas empêché quelqu'un de me dire: Le serpent dans l'herbe pleure longtemps, les Amharas étant ainsi désignés par les autres ethnies», interjette Patry, souriant dans sa barbe noire, le regard filtré par des lunettes à épaisse monture.

«La fuite de Mengistu a été une vraie gifle pour les Amharas qui ont gouverné l'Éthiopie des siècles durant, poursuit-il. Les luttes coloniales, la modernisation sous l'empereur Haile Sélassié, le militarisme imposé par Mengistu il y a 16 ans, n'y avaient rien changé: l'histoire d'Éthiopie a été l'histoire des guerres menées par les Amharas pour s'imposer sur les autres ethnies. La différence, c'est que cette fois les Amharas ont perdu».

Un quart environ des 50 millions d'Éthiopiens sont Amharas. «C'est pour eux la fin du monde, d'un monde qu'ils faisaient remonter à Salomon et à la reine de Saba, au royaume d'Axoum et à l'empire chrétien copte fondé au IV^e siècle», renchérit Lacourse, rentrée quelques jours avant Patry qui, lui, a fait un détour par New York pour enregistrer un reportage sur la terrible famine de l'Ogaden, dans le sud-est éthiopien, pour l'émission *Nightline* du réseau de télévision américain ABC.

De leur reportage exclusif est sorti une autre émission sur l'Ogaden, diffusée au *Journal de CBC-TV* le 21 juin. Les images sont terribles, insoutenables. Elles ont été tournées dans un camp de réfugiés à Godé, à 1200 km au sud-est d'Addis, où, avec le caméraman américain Bill Turnley et l'ingénieur du son québécois Michel Sauriol, ils ont pu se rendre après une semaine de démarches à bord d'un petit avion de l'Unicef.

«Ce sont des nomades de l'ethnie somalienne, des pasteurs et des marchands», dit Patry, 43 ans, sociologue de formation. «Fuyant la guerre en Éthiopie, ils se sont réfugiés en Somalie, mais la guerre là-bas les a obligés à revenir en Éthiopie», ajoute-t-il.

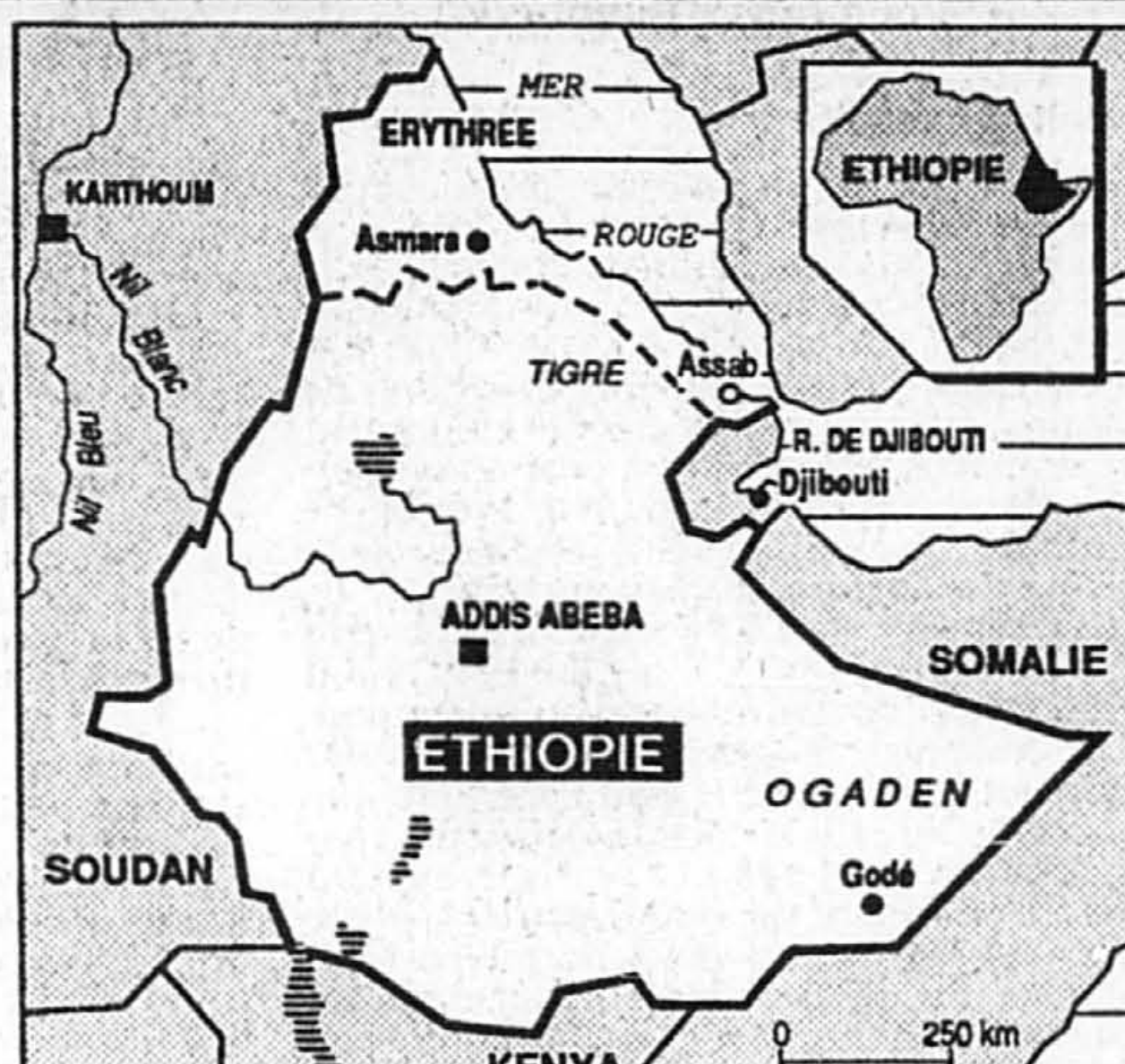
«Ils sont 20 000 réfugiés dans ce camp», dit Lacourse, 42 ans, diplômée de sciences politiques et spécialisée en études russes, dont la collaboration avec Patry a donné en 10 ans une abondante filmographie couvrant l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Amérique centrale et la Namibie: «Il y a sept autres camps, avec 100 000 réfugiés au total», précise-t-elle, le visage dégaîné sous sa tignasse drue tirée vers la gauche en une abondante houppe.

Ce sont les images classiques de l'holocauste qui ravage de vastes contrées du



Yvan Patry et Danièle Lacourse rentrent d'Éthiopie avec des images saisissantes, parfois insoutenables, de la tragédie que vivent les Éthiopiens.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse



AFP Infographie

tiers monde sous l'effet conjugué des inégalités Nord-Sud et des guerres Est-Ouest greffées sur les tyrannies locales et les cataclysmes climatiques.

À la différence pourtant que les pays riches y ont injecté une aide alimentaire évaluée à quatre millions de tonnes métriques entre 1984 et 1990; que nombre de ces pays ont soutenu le régime d'Addis malgré le changement de cap idéologique sur 30 années de guerre, quand ils ne lui ont pas carrément fourni des armes; que des organismes tel le Programme alimentaire mondial (PAM) étaient à même de prévoir depuis des années la détérioration de la famine à travers toute la Corne de l'Afrique; et, enfin, que la guerre se termine en Éthiopie mais l'holocauste tranquille continue.

Yvan Patry s'indigne: «Depuis 1984-85, le Canada a lui seul à fourni plus de 700 millions \$ d'aide à l'Éthiopie et l'on ne sait même pas comment maintenir les gens en vie. Un million et demi d'Éthiopiens vont mourir de faim dans les prochains mois. L'ONU leur distribue des sachets de réhydratation, qu'ils avalent avec l'eau contaminée des rivières. Ils ont droit à deux bols de gruaux par jour. C'est tout. C'est organiser la mort lente».

«Chaque jour 80 personnes meurent dans ce camp, les femmes et les enfants surtout, réduits à l'état de squelettes ambulants», lance Michel Sauriol, qui ajoute: «Ça n'arrête pas de creuser des tombes dans le sol desséché».

Patry s'empare: «Où est le droit d'ingénierie humanitaire pour ces gens? Les Éthiopiens ne méritent-ils pas la même assistance que celle accordée par les pays riches et l'ONU aux Koweïtiens et aux

Kurdes d'Irak? Le gouvernement du Canada doit rendre compte aux contribuables. Il a soutenu le régime brutal et corrompu de Mengistu. Les documents montrent qu'il y a 400 tonnes métriques de vivres stockés à Godé, mais les entrepôts sont vides».

Contrairement aux Amharas d'Addis cependant, les réfugiés de Godé se réjouissent de la fuite de Mengistu et de la victoire du FDRPE. Des combattants victorieux rassemblent la population du camp, accablent des fonctionnaires locaux de l'ancien régime et réclament leur procès pour corruption. Les hommes du FDRPE prêchent la discipline et promettent des procès équitables.

Dans la région de Selale près de la vallée du Nil bleu, au nord-ouest d'Addis Abeba, le FDRPE n'a pas encore déployé ses hommes. Danièle Lacourse parle de banditisme qui y a sévi. «Des soldats de l'ancien régime ont gardé leurs armes. Ils rôdent, ils pillent et ils volent. C'est une région très peuplée, proche du Gojjam et du Gondar, qui sont le grenier de l'Éthiopie».

Avec une équipe de quatre personnes et 15 valises, Patry et Lacourse n'étaient pas en mesure de rivaliser avec le réseau américain CNN, qui débarqua en Éthiopie avec 16 personnes (trois équipes) et 350 valises. «Le supplément de bagages seulement leur a coûté 51 000 \$ en frais d'avion, soit plus que notre budget total», raconte Lacourse.

Mais parmi les nombreuses vidéocassettes qu'ils en ont ramenées se trouvent les images brutes de l'immense dépôt de munitions qui a explosé deux jours durant après la fuite de Mengistu, celles du stade de Janmeda où sont rassemblés



Au camp de Godé, Anfa, 7 ans, quelques heures avant sa mort.

PHOTO DANIELE LACOURSE

quelque 20 000 soldats de l'ancien régime, la moitié d'entre eux des éclopés, celles des mandarins de l'ancien régime regroupés dans les somptueux jardins du palais d'un fils de Haile Sélassié qui fut une école de cadres du parti de Mengistu, et celles de la vie quotidienne dans Addis.

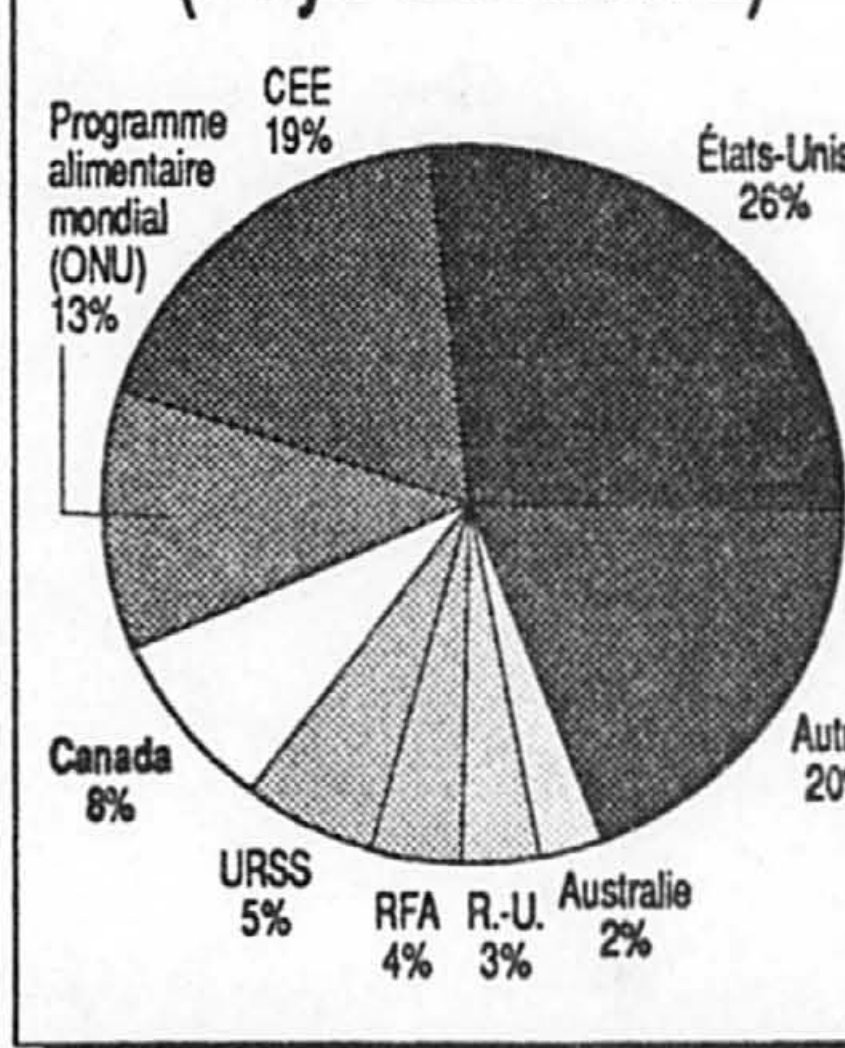
Du dépôt de munitions qui a sauté — «Il y en a six autres à Addis, dont un à côté du Hilton», dit Patry —, il ne reste qu'un immense terrain vague, rasé, troué de cratères brunis et jalonné d'amas de ferraille faits d'amoncellement de mitraillettes, de pièces d'artillerie et de véhicules passés au feu, et même une quantité incroyable d'obus non explosés — témoins dérisoires du trafic d'armes vers ce pays mourant de faim. «Le parc industriel d'Addis a été rasé par la déflation», ajoute-t-il.

Le gâchis est encore plus désespérant au stade Janmeda. Les soldats paraissent proprement vêtus. Les éclopés sautillent à l'aide de béquilles ou de cannes. Mais aucun encadrement n'est en place, aucune réhabilitation n'est prévue. «Des gangs se sont formés, certains sont agressifs, exigent de la nourriture, des médicaments; d'autres sont prêts à parler», raconte Lacourse. «L'Éthiopie a 300 000 soldats dans cet état, poursuit-elle. Les Américains leur ont envoyé les repas pré-cuits de la guerre du Golfe, les MRE ou *Meals Ready to Eat* que les GIs appelaient *Meals Rejected by Ethiopians!*».

Les images de rue montrent la vie suivant son cours, les autobus circulent comme à l'accoutumée, malgré le déploiement militaire (plutôt relax) aux carrefours de la capitale. Le surréalisme est atteint cependant au palais de Yekati, où les femmes en tailleur de grande coupe et les enfants en jeans et espadrilles chics sont venus visiter les chefs de familles en garde à vue. Parmi les fleurs et les arbres, sur le gazon vert, l'ambiance est feutrée, mondaine. Ils paraissent bien loin tout à coup, les squelettes ambulants des réfugiés somalis du camp de Godé.

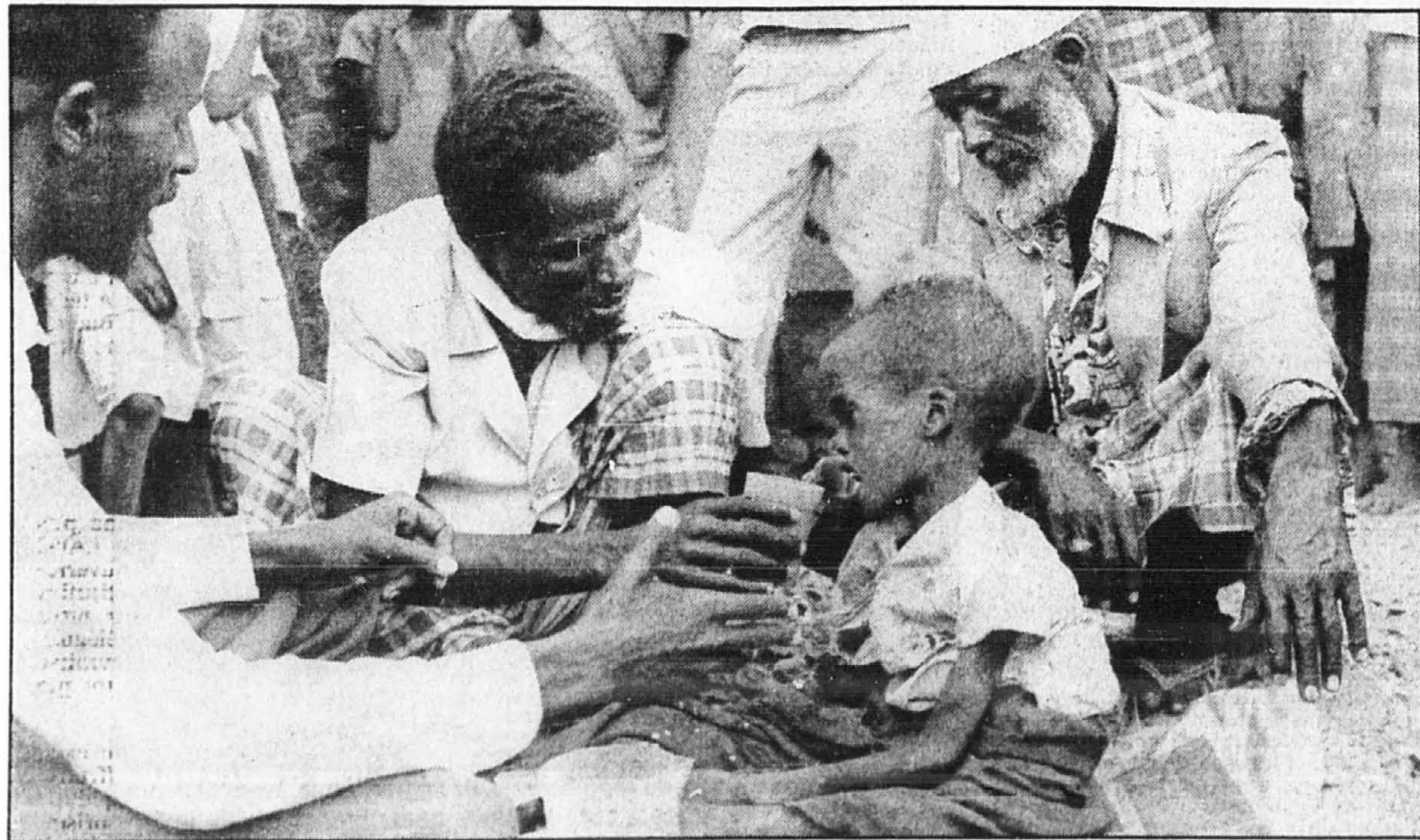
«Une page a été tournée en Éthiopie, mais l'ère qui commence est pleine d'incertitudes», dit Patry. On ne sait pas si le pays va survivre comme entité nationale, même fédérée. L'Afrique entière suit de près la situation: l'éclatement de l'Éthio-

AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE À L'ÉTHIOPIE 1984-1990 (Pays donateurs)



Infographie La Presse

Le Canada est un donateur important de nourriture à l'Éthiopie. Mais selon le cinéaste Yvan Patry, l'aide internationale massive a servi bien plus le régime Mengistu que les Éthiopiens qui crèvent de faim.



Habde, 8 ans, était trop faible pour avaler sa portion de porridge.

Le partage du pouvoir

Pour l'instant, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), coalition marxiste dominée par les Tigréens, est investi du pouvoir d'État à Addis Abeba, avec la bénédiction des États-Unis. Mais une trentaine de mouvements politiques armés, dont le Front de libération Oromo (FLO), en lutte depuis 1964 contre l'hégémonie amhara — les Oromos sont l'ethnie la plus importante, avec plus de 16 millions —, attendent le partage du pouvoir dans le cadre d'une démocratie pluraliste.

Réunis au siège de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis, ces groupes ethniques et politiques ont été saisis cette semaine d'une Charte pour un gouvernement transitoire présentée par Meles Zenawi, président intérimaire.

La charte prévoit un Conseil des ministres (gouvernement), un Conseil des représentants qui élira le chef de l'État et rédigera une constitution avant la tenue d'élections, et un Conseil général, instance législative de 87 membres, au sein duquel aucune organisation n'aura la majorité. Le FDRPE aurait 32 sièges et le FLO 12, les autres se partageant le

reste. La charte garantit les droits humains ainsi que les libertés fondamentales, et elle annonce une aide aux sept millions de victimes de la famine et aux millions d'autres déplacés par 30 années de guerre.

A noter que les Érythréens — quelque six millions — ne sont qu'observateurs à ces discussions, par le biais du FPLE (Front populaire pour la libération de l'Érythrée), qui se bat depuis 1960 pour le droit à l'autodétermination de l'ancienne colonie italienne «fédérée» par l'ONU à l'Éthiopie en 1950 et «annexée» par Addis en 1962. Avec la chute de Mengistu, le FPLE a mis en place un régime autonome en Érythrée, en attendant un référendum dans les deux ans.

«Nous avons vainement tenté de nous rendre en Érythrée», dit le cinéaste Yvan Patry. Rien à faire. Tout est bloqué. Pas d'avion pour Asmara, qui vient même d'expulser la Croix rouge. Pour y aller par la route, il faut des véhicules, du carburant. Or, le FPLE contrôle tout le littoral éthiopien sur la mer Rouge. Nous espérons y aller dans deux ou trois semaines, pour filmer l'histoire de trois Érythréens, dont une romancière, marqués par la guerre».

La CEE à nouveau au chevet de la Yougoslavie

d'après AFP et Reuter

LA HAYE

Mettant une sourdine à ses divergences sur la crise yougoslave, la CEE a décidé hier de se rendre à nouveau au chevet de la Yougoslavie pour tenter de consolider le cessez-le-feu en Slovincie et d'éviter, par des voies pacifiques, un éclatement du pays.

Réunis en conseil d'urgence pendant six heures à La Haye, les ministres des Affaires étrangères des Douze ont décidé d'envoyer en Yougoslavie leur «troika» — composée des ministres néerlandais, luxembourgeois et portugais — pour tenter de relancer un «dialogue sans conditions» entre les autorités et l'armée fédérales et les dirigeants croates et slovènes.

La troika européenne partira demain pour la Yougoslavie et a choisi de mener ses entretiens à Zagreb, la capitale croate, plutôt qu'à Belgrade. Elle rencontrera à Zagreb le président de la fédération

yougoslave Stipe Mesic, le premier ministre Ante Markovic et les chefs des gouvernements slovène et croate. Le choix de Zagreb plutôt que la capitale fédérale est intentionnel, a ajouté ce porte-parole. «C'est une sorte de compromis. De plus le président yougoslave est croate», a-t-il ajouté. Les trois ministres devraient quitter la Yougoslavie dimanche soir.

Outre cette nouvelle intervention de la «troika», la troisième en une semaine, ils ont également décidé l'envoi hier soir à Belgrade d'un groupe d'experts chargés de préparer l'arrivée d'une mission de surveillance du cessez-le-feu que les 35 pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ont chargé la CEE de mettre en place.

Ces mesures concrètes se sont accompagnées d'un rappel par les Douze de leur refus de reconnaître l'indépendance autoproclamée de la Slovincie et de la Croatie, et de leur soutien à l'unité de la Yougoslavie et à la présidence collégiale

qui l'incarne. Ils ont toutefois posé, dans le communiqué publié à l'issue de leurs travaux, des limites très claires à ce soutien, qui sera «réconsidéré» en cas de nouvelle intervention de l'armée fédérale contre les deux républiques rebelles. Le chef de la diplomatie néerlandaise Hans van den Broek, président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, a précisé que les Douze réexamineraient la situation au plus tard lors de leur prochaine réunion de coopération politique le 10 juillet à La Haye.

En guise d'avertissement, les Douze ont décidé de geler leur aide économique à la Yougoslavie — une mesure à laquelle la France s'est ralliée après l'avoir refusée lors du récent sommet européen de Luxembourg — et ont décrété un embargo total des ventes d'armes aux autorités fédérales comme aux républiques, ainsi que l'avaient suggéré mercredi les États-Unis. «Il n'y a pas de place pour la force» en Yougoslavie, a souligné M. van den Broek.

Entretemps, la Slovincie s'est faite conciliante hier pour éviter une nouvelle épreuve de force avec le pouvoir yougoslave, mais l'autre république sécessionniste, la Croatie, a au contraire durci le ton à l'égard des autorités fédérales. La Slovincie a notamment annoncé qu'elle avait démobilisé 10 000 membres de ses forces armées.

En Slovincie, signe des concessions de la part de Ljubljana après l'ultimatum adressé jeudi soir par la présidence collégiale, une partie des prisonniers fédéraux ont été libérés et Ljubljana a proposé de négocier, sous l'égide de la CEE, la question du contrôle des frontières.

La république sécessionniste a commencé de renvoyer une partie des 2400 soldats yougoslaves faits prisonniers depuis le début des combats le 26 juin. Ce faisant, la Slovincie satisfait l'une des sept exigences formulées la veille par un ultimatum de la présidence collégiale fédérale. Parmi les autres exigences acceptées figurent la levée des blocus visant

des unités de l'armée fédérale en Slovincie et la libération des moyens de communication.

Autre signe d'apaisement, venu cette fois du pouvoir fédéral, le président yougoslave Stipe Mesic a promis que l'armée fédérale yougoslave resterait dans ses casernes et qu'il n'y aurait plus de bain de sang.

Parallèlement, le ton est monté entre le pouvoir central et l'autre république sécessionniste, la Croatie, où jusque là n'ont eu lieu que des escarmouches. Le ministre croate de la Défense, Sime Dodan, a fait savoir que la Croatie n'hésiterait pas à combattre si des chars de l'armée serbe traversaient son territoire pour aller réprimer les velléités indépendantistes de la Slovincie. Le président du Parlement croate, Zarko Domljan, a pour sa part déclaré que la Croatie s'attendait à une confrontation avec l'armée fédérale yougoslave et s'y tenait prête. «Tôt ou tard il y aura une confrontation ici aussi», a estimé Zarko Domljan.

► REPÈRES

L'alliance stratégique irano-syrienne à l'épreuve

JEAN-MICHEL CADOT
Agence France-Presse
TÉHÉRAN

■ L'Iran et la Syrie, stratégiquement alliés au Moyen-Orient depuis l'avènement de la République islamique en 1979, étalent des divergences persistantes sur les problèmes régionaux, notamment la sécurité dans le Golfe persique et les questions libanaise et palestinienne, sans toutefois remettre en cause leurs liens privilégiés.



Téhéran, qui n'avait pas approuvé les participations syrienne et égyptienne aux côtés des États-Unis contre l'Irak, exclut catégoriquement d'octroyer un rôle quelconque à ces pays arabes pour la sécurité régionale, telle qu'elle est énoncée dans la «déclaration de Damas» prônant un système «six plus deux» (les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, plus la Syrie et l'Égypte).

Le premier vice-ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ali Mohammad Beharati, a fait valoir que la Syrie, «totalement préoccupée par le Liban», et l'Égypte, «dont les problèmes économiques s'aggravent», n'avaient aucune place dans un tel dispositif, n'étant pas riverains du golfe Persique.

Seul le Caire a réagi, Damas observant le silence, comme il le fait chaque fois que des divergences apparaissent avec Téhéran. «Cette sécurité devrait être le fait des pays riverains. Trois pays parmi eux sont importants: l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'Irak» même si, «pour le moment, l'Irak n'entre pas en ligne de compte», ajoutait M. Beharati.

Téhéran n'entend ainsi nullement que Damas profite d'un «éloignement», qu'il juge provisoire, de Bagdad pour s'imposer plus avant dans la région.

Une autre discordance vient du désarmement des Palestiniens au Liban sud, qui a été unanimement dénoncé par la presse, toutes tendances confondues. Le quotidien *Teheran Times*, qui reflète les

vues du gouvernement, estime que cela se fait «au détriment de la cause de la Palestine».

Encore plus virulent, *Kayhan-International* voit dans cette action «du gouvernement libanais, soutenu par la Syrie», une tentative «d'achever la tâche entreprise» par Israël en 1982 lorsqu'il a envahi le Liban. Pour Téhéran, les différentes milices — qu'elle nomme «groupes de résistance islamique» — doivent pouvoir disposer de leur armement eu égard à la «situation exceptionnelle» du Liban, occupé en partie par Israël.

L'Iran, qui a reçu à plusieurs reprises récemment les dirigeants de groupes musulmans libanais pro-iraniens, soutient le Hezbollah contre la milice Amal de Nabih Berri, proche de Damas.

Bien que soutenant les mouvements dissidents palestiniens basés à Damas, notamment le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG d'Ahmed Jibril), Téhéran semble se rapprocher tactiquement de l'OLP, comme en témoigne une récente rencontre de son ambassadeur à Tunis et de M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP.

L'Iran, qui est contre la reconnaissance d'Israël — «pays illégal, la légalité revenant aux Palestiniens» — a souligné récemment le ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati — et qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec les États-Unis, s'oppose totalement aux «efforts de paix» du secrétaire d'État américain James Baker, critiquant ainsi implicitement Damas qui s'y prête.

«Les démarches américaines ne visent qu'à imposer la reconnaissance d'Israël par les pays arabes», ont affirmé à plusieurs reprises les hauts dirigeants iraniens.

Cette série de divergences, que les deux capitales taisent jusqu'ici, mais qui pourraient éclater publiquement, mettent ainsi à l'épreuve leur alliance stratégique qui s'était forgée lors de la guerre Iran-Irak au cours de laquelle Damas, seule capitale arabe de la région dans ce cas, s'était mis du côté de Téhéran.

La presse communiste s'en prend à Chevardnadze

Agence France-Presse
MOSCOU

Édouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev, deux proches de M. Mikhaïl Gorbatchev qui viennent de lancer un grand «mouvement de réformes démocratiques», font l'objet de vives critiques dans la presse communiste d'hier, au lendemain de l'annonce de la démission de M. Chevardnadze du Parti.

Le journal le plus sévère à leur égard est *Sovietskaïa Rossiia*, l'organe du très conservateur Parti communiste de Russie, qui affirme que «le pays et le parti vont mettre des années, voire des dizaines d'années, à se remettre des résultats de l'activité intellectuelle de ces brillants esprits».

«Selon moi, le PC ne va se renforcer que s'il purifie ses rangs», estime l'auteur de cet article, ajoutant qu'il est «grand temps que les communistes pensent à la façon de sauver le PC et le pays».

«On ne peut pas dire que M. Iakovlev est un brillant esprit puisqu'il a grimpé tous les échelons du PC en faisant l'éloge du socia-

lisme développé et en stigmatisant les vices du capitalisme», poursuit le journal conservateur. «Ayant tout à coup recouvert la vue, il propage sa réprobation et son exaltation sur un ton franchement polémique», raille le quotidien.

Quant à M. Chevardnadze, «ses discours emphatiques rappellent les toasts d'autrefois destinés à un public éméché», selon *Sovietskaïa Rossiia*.

Par ailleurs, le nouveau «Mouvement des réformes démocratiques» risque de «provoquer une scission» au sein du Parti communiste soviétique (PCUS), a estimé la direction du PCUS dans un communiqué officiel diffusé hier par l'agence TASS.

Accusant sans les nommer «certains initiateurs du mouvement» de chercher à «sonder les différents courants au sein du PCUS et les positions des communistes», la direction du parti affirme que «des actions pratiques destinées à provoquer une scission du parti» risquent de suivre le lancement du mouvement, selon le texte diffusé par TASS.



L'OLP désarmée sans condition

Agence France-Presse
BEYROUTH

Le gouvernement libanais vient de franchir avec succès l'une des étapes les plus difficiles sur la voie de la normalisation en réussissant, après trois jours de combats, à désarmer sans condition l'OLP au Liban sud.

Hier, l'armée a pris à l'assaut la colline Sérop commandant les accès des camps d'Ain Heloué et Mieh-Mieh, dernière position palestinienne à l'est de Saïda, chef-lieu du Liban sud, conformément à un accord passé la veille entre les représentants de l'OLP et une commission ministérielle.

Abattus par la défaite, les Palestiniens regagnaient peu à peu les camps qu'ils avaient fui au plus fort des combats.

Aux termes de l'accord, la centrale palestinienne devra, avant aujourd'hui 19h locales, avoir rassemblé hors des camps de Saïda ses armes lourdes et moyennes, qui demeureront «sa propriété» et pourront ensuite être transférées «hors du pays ou dans d'autres régions libanaises non limitrophes d'Israël», a déclaré le représentant de l'OLP au Liban, M. Zeid Wehbe.

Selon le chef des services de renseignements militaires de l'OLP au Liban, Kamal Medhat, l'OLP envisage de transporter ses armes dans la plaine orientale de la Bekaa, contrôlée depuis 1976 par l'armée syrienne.

Un char d'assaut de l'armée libanaise surveille le réduit palestinien de Ain al-Hilweh et la ville de Sidon, dans le sud du Liban.

PHOTO REUTERS

L'ONU insatisfaite des réponses de Bagdad

Agence France-Presse
NEW YORK

Les réponses de Bagdad aux demandes d'inspection de ses équipements nucléaires sont insuffisantes, estime M. Rolf Ekeus, responsable de la mission de haut niveau à son retour d'Irak.

«La réponse de l'Irak aux demandes d'accès aux équipements que l'équipe d'inspection avait l'intention d'inspecter le 28 juin, sont insuffisantes par rapport à ce qui avait été demandé par le conseil de sécurité», écrit M. Ekeus dans son rapport signé également par le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, et par le sous-secrétaire général de l'ONU chargé du désarmement, M. Yasushi Akashi.

Dans ce rapport transmis jeudi au secrétaire général de l'ONU et qui l'a été hier à l'ensemble des membres du conseil, M. Ekeus souligne «qu'en dépit de leur caractère ambigu, les assurances générales données et les mesures particulières promises peuvent seulement être mesurées à la lumière de leur application présente et future par les autorités irakiennes».

L'envoi d'une mission de haut-niveau avait été décidée la semaine dernière par le conseil de sécurité après les premières entraves mises par l'Irak au travail d'inspection par surprise de ses installations et de ses sites nucléaires près de Bagdad par des experts de l'ONU et de l'AIEA.

Ces inspections surprises découlent de la résolution 687 du conseil de sécurité acceptée par Bagdad et prévoyant l'élimination sous contrôle international de toutes les armes de destruction massive irakiennes, qu'elles soient chimiques, biologiques, nucléaires, balistiques ou de ses installations nucléaires.

Dans son rapport, M. Ekeus rend notamment compte des justifications entendues sur place dans l'empêchement du travail de ces experts internationaux. Ainsi, note-t-il, l'Irak explique que décision avait été prise de transférer au ministère de la défense tout le matériel et les équipements appartenant à la commission irakienne de l'énergie atomique, afin de détruire les éléments qui devaient l'être selon la résolution 687 et la redistribution des autres éléments dans les programmes de reconstruction civile.

Mais, souligne M. Ekeus, «aucune caractéristique de ces éléments n'a été fournie et une liste de tous ces éléments a été détruite». Les autorités irakiennes, souligne M. Ekeus, ont montré à l'équipe d'inspection certains équipements détruits, mais ajoutent-il «aucune explication sérieuse n'a été donnée pour expliquer ces destructions».

M. Ekeus rapporte également que les autorités locales l'ont de nouveau assuré que l'Irak n'avait pas de programme nucléaire militaire et que pour éviter de nouveaux incidents les différents missions de l'ONU devaient signaler à l'avance leur programme. Elles ont également redéveloppé les justifications selon lesquelles les difficultés antérieures résultaient de la célébration de fêtes religieuses, de problèmes de communication et de logistique.

Par ailleurs l'Irak s'est également plaint de la composition de la dernière équipe d'experts — tous américains — et souhaité que dans le futur elles soient composées plus largement. Sur ce point, souligne M. Ekeus, il a été convenu que la commission spéciale de l'ONU qu'il préside et l'AIEA avait la responsabilité de la composition de ces équipes. Après avoir pris officiellement connaissance de ce rapport, le conseil de sécurité pourrait commencer l'examen d'éléments d'un projet de résolution visant à contraindre l'Irak à faciliter la tâche des experts sur place. Aucune décision n'est attendue dans l'immediat.

M. Ekeus rapporte également que les autorités locales l'ont de nouveau assuré que l'Irak n'avait pas de programme nucléaire militaire et que pour éviter de nouveaux incidents les différents missions de l'ONU devaient signaler à l'avance leur programme. Elles ont également redéveloppé les justifications selon lesquelles les difficultés antérieures résultaient de la célébration de fêtes religieuses, de problèmes de communication et de logistique.

Par ailleurs l'Irak s'est également plaint de la composition de la dernière équipe d'experts — tous américains — et souhaité que dans le futur elles soient composées plus largement. Sur ce point, souligne M. Ekeus, il a été convenu que la commission spéciale de l'ONU qu'il préside et l'AIEA avait la responsabilité de la composition de ces équipes. Après avoir pris officiellement connaissance de ce rapport, le conseil de sécurité pourrait commencer l'examen d'éléments d'un projet de résolution visant à contraindre l'Irak à faciliter la tâche des experts sur place. Aucune décision n'est attendue dans l'immediat.

M. Ekeus rapporte également que les autorités locales l'ont de nouveau assuré que l'Irak n'avait pas de programme nucléaire militaire et que pour éviter de nouveaux incidents les différents missions de l'ONU devaient signaler à l'avance leur programme. Elles ont également redéveloppé les justifications selon lesquelles les difficultés antérieures résultaient de la célébration de fêtes religieuses, de problèmes de communication et de logistique.

Par ailleurs l'Irak s'est également plaint de la composition de la dernière équipe d'experts — tous américains — et souhaité que dans le futur elles soient composées plus largement. Sur ce point, souligne M. Ekeus, il a été convenu que la commission spéciale de l'ONU qu'il préside et l'AIEA avait la responsabilité de la composition de ces équipes. Après avoir pris officiellement connaissance de ce rapport, le conseil de sécurité pourrait commencer l'examen d'éléments d'un projet de résolution visant à contraindre l'Irak à faciliter la tâche des experts sur place. Aucune décision n'est attendue dans l'immediat.

M. Ekeus rapporte également que les autorités locales l'ont de nouveau assuré que l'Irak n'avait pas de programme nucléaire militaire et que pour éviter de nouveaux incidents les différents missions de l'ONU devaient signaler à l'avance leur programme. Elles ont également redéveloppé les justifications selon lesquelles les difficultés antérieures résultaient de la célébration de fêtes religieuses, de problèmes de communication et de logistique.

Nelson Mandela élu président de l'ANC

d'après AP et AFP
DURBAN

Nelson Mandela a été élu hier président du Congrès national africain (ANC), une promotion essentiellement formelle qui devrait toutefois lui donner encore plus d'autorité pour négocier avec le gouvernement blanc sud-africain.

M. Mandela n'avait pas d'adversaire pour ce poste de président, pour lequel les 2224 délégués de l'ANC réunis depuis le début de la semaine à Durban se sont prononcés. D'autres scrutins devaient avoir lieu hier et aujourd'hui pour désigner l'ensemble de la direction du mouvement noir anti-apartheid. Ainsi, pour la vice-présidence, Walter Sisulu,

un modéré proche de M. Mandela qui fut longtemps emprisonné, l'a facilement emporté sur le communiste Harry Gwala.

M. Mandela, 73 ans, était le dirigeant de facto de l'organisation, en tant que vice-président, depuis sa libération de prison en février 1990. Le président sortant, Oliver Tambo, qui est souffrant depuis l'attaque cardiaque qu'il a eue voilà deux ans, a été désigné au poste largement honorifique de secrétaire national.

Le charisme de M. Mandela, ses bonnes relations avec le président sud-africain Frederik W. de Klerk et le large soutien dont il bénéficie parmi les militants, tant les vieux modérés que les jeunes plus durs, en faisaient un choix évident pour la présidence du plus important mouvement noir du pays.

M. Mandela devrait ainsi avoir une plus grande latitude dans la décision de l'ANC d'entamer des négociations avec le gouvernement sur un projet de nouvelle constitution garantissant un partage du pouvoir entre Blancs et Noirs. Mardi, devant les délégués, M. Mandela avait estimé que l'ANC devrait se préparer à des négociations «plutôt tôt que plus tard».

L'ANC exige en préalable que le gouvernement fasse plus pour stopper les affrontements dans les ghettos noirs et libère quelque 900 personnes qu'il considère comme prisonniers politiques. M. de Klerk souhaiterait quant à lui, après avoir démantelé les piliers de l'apartheid, que ce dialogue s'engage cette année.

Le Monde

L'Érythrée expulse des milliers d'Éthiopiens

Agence France-Presse
ADDIS-ABEBA

■ Des milliers de civils éthiopiens ont été expulsés de l'Érythrée, province du nord de l'Éthiopie, où une administration indépendante a été mise en place par le Front populaire de libération de l'Érythrée (EPLF), a-t-on appris hier auprès de responsables humanitaires étrangers et de personnes déplacées.

M. Roger Teck, de Médecins sans frontières-Hollande, a indiqué s'être rendu, il y a une semaine, à la «frontière» érythréenne et avoir vu des milliers de non-Érythréens, affirmant avoir été expulsés de leurs domiciles érythréens. Aucune réaction n'a pu être obtenue sur ces informations auprès de représentants de l'EPLF qui assistent en tant qu'observateurs à la conférence sur l'avenir de l'Éthiopie, qui se tient actuellement à Addis-Abeba.

«Il y avait 7000 civils déplacés

à Adigrat (province du Tigré), à quelques kilomètres de la frontière érythréenne et 5000 dans un autre camp à Mekele (capitale de cette province)», a-t-il précisé. «L'EPLF leur a demandé de partir et de nombreuses personnes se sont plaintes d'avoir été obligées d'abandonner leurs biens. Il s'agit d'Amharas et de Tigréens qui vivaient en Érythrée depuis de nombreuses années», a-t-il poursuivi.

Selon M. Teck, de nombreux réfugiés ont des liens familiaux avec des soldats de l'ancien régime du président Mengistu Haile Mariam, alors que d'autres n'ont aucun lien avec les militaires. Plus de deux milliers de personnes — des Amharas, qui dominaient le gouvernement de l'ancien président Mengistu et des personnes originaires du Tigré — vivent dans des tentes dans un camp à Kaliti, à une quinzaine de km à l'extérieur d'Addis-Abeba.

Des responsables de la Commission éthiopienne de secours et

de l'organisation Aide pour les jeunes tentent de retrouver des parents des personnes déplacées qui pourraient aider les réfugiés à s'établir à l'extérieur de l'Érythrée. «Nous ne savons toutefois pas que faire des réfugiés qui n'ont pas de parents hors de l'Érythrée, a affirmé un responsable d'une organisation humanitaire.

Après la chute du président Mengistu en mai dernier, l'EPLF a mis en place une administration indépendante dans la province de l'Érythrée, seul accès maritime de l'Éthiopie et annoncé qu'il organiserait un référendum sur l'indépendance dans les deux ans. Jeudi, la conférence des 24 groupes politiques ou ethniques éthiopiens sur l'avenir de l'Éthiopie, qui se tient à Addis-Abeba, a adopté le principe de l'indépendance de l'Érythrée. L'EPLF, qui contrôle l'ensemble de l'Érythrée, a installé un véritable poste-frontière à la limite de l'Érythrée,

sur la route qui mène à Addis-Abeba.

D'autre part, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) ne sera pas majoritaire au Conseil, le nouveau parlement créé à l'issue de la conférence regroupant les différentes factions éthiopiennes, a-t-on appris hier de source bien informée. Selon cette source, qui a participé à la conférence au cours de la semaine dans la capitale éthiopienne, l'EPRDF disposera de 32 des 87 sièges du Conseil alors que les Oromos auront 16 sièges: le Front de libération 12 et les autres mouvements oromos 4.

Tout le reste des sièges représentera une mosaïque d'ethnies et de mouvements, un fauteuil étant réservé à un représentant de l'Université. Enfin six places sont tenues en réserve pour des partis politiques en voie de constitution, a-t-on ajouté de même source.

DÉPÊCHES

PAKISTAN

Islamabad arrête Rathore

Les autorités pakistanaises ont limogé et arrêté hier le premier ministre de la province du Cachemire, Mumtaz Hussain Rathore, a-t-on appris auprès d'un de ses conseillers. L'arrestation de Mumtaz Rathore, qui a annulé les résultats des élections régionales organisées le week-end dernier au Cachemire, a eu lieu hier après-midi, précise l'agence pakistanaise PPI, qui cite ce conseiller, Latif Akbar. L'information n'a pas été confirmée officiellement. De source autorisée à Muzaffarabad, la capitale du Cachemire pakistanais, on déclare que Mumtaz Rathore a quitté la ville pour Islamabad à bord d'un hélicoptère de l'armée.

IRAN

Accord bloqué

■ La conclusion d'un accord mettant officiellement fin au contentieux financier entre la France et l'Iran s'est heurtée à la volonté de Téhéran d'obtenir de Paris l'engagement de fournir de l'uranium enrichi à une éventuelle centrale nucléaire iranienne. Alors que le contentieux financier était réglé dans ses grandes lignes, les Iraniens ont insisté au dernier moment pour que cette clause figure dans l'accord global et ont refusé que cette question soit évacuée dans un avenant ou

un texte séparé. Paris a fait valoir qu'il était difficile de s'engager à fournir de l'uranium enrichi alors que l'Iran ne dispose pas de centrales nucléaires auquel ce combustible est destiné.

URSS

Discussions

■ Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev ont entamé hier à Meïjoré, près de Kiev (Ukraine), des entretiens qui devaient être consacrés essentiellement à la préparation du sommet des sept pays les plus industrialisés (G7) et au règlement de questions bilatérales comme le retrait des troupes soviétiques d'Allemagne. «Il ne sera pas concrètement question d'argent», a estimé à l'arrivée de M. Kohl un responsable de son service de presse. «M. Gorbatchev va surtout informer le chancelier des réformes concrètes en URSS et de l'état d'avancement du Traité de l'Union», a-t-il ajouté.

MOYEN-ORIENT

Conférence revendiquée

■ L'Égypte et la Chine ont affirmé aujourd'hui la «nécessité d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU» pour régler les problèmes du Proche-Orient, et souligné le caractère indispensable d'un désarmement «équitable et efficace s'appli-

quant à tous les pays de la région». Dans un communiqué commun publié à l'issue de la visite de quatre jours en Égypte du premier ministre chinois, M. Li Peng, les deux parties ont mis l'accent sur «l'importance du rôle des Nations unies dans la réalisation de la paix et de la stabilité dans la région». Cette conférence, poursuit le communiqué, aura pour mission de «récupérer les territoires arabes occupés et recouvrer les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, conformément aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité». Cela permettra «d'assurer la sécurité de tous les peuples de la région, y compris Israël», affirme-t-il.

CAMEROUN

Mesures de sécurité

■ Un important dispositif de sécurité a été mis en place hier à Yaoundé pour empêcher la tenue d'une manifestation décidée par l'opposition malgré l'interdiction gouvernementale, sans qu'aucun incident n'ait été signalé jusqu'à présent. Cette marche, qui devait avoir lieu en direction du palais présidentiel a été reportée au 13 juillet prochain, apprend-on de source proche de l'opposition. Cette manifestation prévue par l'opposition depuis le 15 juin avait été interdite mercredi. Dès l'annonce de cette interdiction, un appel à manifester dans les autres villes du pays avait été lancé

et les responsables de l'opposition à Yaoundé avaient maintenu leur projet de marcher en direction du palais présidentiel, mot d'ordre qu'ils ont annulé, hier, à l'issue de leur réunion.

INDE

Nouvelles arrestations

■ Deux personnes suspectées d'appartenir à l'organisation terroriste tamoule, Les Tigres libérateurs de l'Élam Tamoul (LTTE), ont été arrêtées hier dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Rajiv Gandhi, a annoncé la police indienne. Ces deux nouvelles arrestations portent à 10 le nombre de personnes interpellées. Depuis le début de l'enquête, les policiers s'orientent vers la thèse d'un attentat perpétré par les rebelles tamouls du Sri Lanka. Les dix personnes arrêtées sont toutes d'origine tamoule. Cinq d'entre elles sont indiennes et les cinq autres viennent du Sri Lanka.

ALLEMAGNE

Chambres séparées

■ Le Bundesrat, la chambre basse du parlement allemand, a décidé hier par 38 voix contre 30 de rester à Bonn, malgré le départ du reste du gouvernement pour Berlin. Le Bundestag avait décidé le 20 juin de déménager à Berlin avec le chancelier et le gouvernement, déménagement qui doit s'achever d'ici 10 ans.

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

«SPOKEN ENGLISH»
L'ANGLAIS PARLÉ
Cours de conversation

Petits groupes de 4 à 7 pers.

- Semi-intensif
- Pour débutants avancés
- Le matin ou l'après-midi
- Durée: 3 semaines (lun.-jeu.)
- Frais: 180 \$ (tout compris)

Tél.: 985-2200

Entrevue de classement
sur rendez-vous seulementCENTRE CCFA - ÉCOLES DE LANGUES
(métro Peel, sortie Stanley)

Permis du ministère de l'Éducation n° 0787

Prestataires
d'assurance
chômage

Cours d'anglais intensifs

- Minimum 25 heures par semaine

Prolongation de
prestations possible

- Test et documentation pour Emploi et Immigration Canada (EIC)
- Frais: 48 \$ par semaine

"ANGLAIS"
"¡ ESPANOL!"
ATELIERS DE CONVERSATION

- Petits groupes (5-8) • Session de 3 ou 6 semaines
- Débutants — Intermédiaires — Avancés

- Session de juillet débutant le 10
- Session d'août débutant le 5

Appelez dès maintenant pour une évaluation

ÉCOLE DE LANGUES DE MONTRÉAL



28 ANS D'EXPÉRIENCE

Tél.: 499-9911

1450, rue City Councillors
Bureau 300Métro McGill
Fondée en 1962NOVA UNIVERSITY
APPRENEZ L'ANGLAIS À
FORT LAUDERDALE AUX É.-U.

- Visa étudiant I-20
- Vivez sur le campus ou dans une famille américaine.
- Apprentissage assisté par ordinateur.
- Préparation au TOEFL.
- Orientation culturelle.
- Enseignement anglais tous niveaux: débutant à avancé.
- Nouveau programme spécial: langue et pratiques commerciales américaines. Apprenez les us et coutumes du monde des affaires en Amérique. Programme destiné aux étudiants niveaux intermédiaire et avancé.
- À quelques minutes de Miami et de la plage.

TÉLÉPHONE: (305) 475-7430

TÉLÉCOPIEUR: (305) 476-1999

Trimestre d'automne: 3 sept. - 13 déc. 1991
Trimestre hiver/printemps: 6 janv. - 17 avr. 1992
☐ Veuillez me faire parvenir votre brochure et le formulaire d'inscription.

 Nom _____
 Adresse _____
 Pays _____

 Retourner à: NOVA UNIVERSITY
 American Culture Language Institute
 3301 College Avenue, Fort Lauderdale, Floride 33314, USA

Nova University est accréditée par la Commission on Colleges of the Southern Association of Colleges and Schools pour décerner baccalauréats, maîtrises, doctorats et diplômes spécialisés en éducation. Nova University pratique une politique de non-discrimination en matière d'emploi et d'inscription, fondée sur la race, la couleur, l'âge, le sexe, les croyances religieuses, le pays d'origine ou les handicaps physiques.

2 500 POINTS
OFFERTS, CETTE SEMAINE,
DANS LA PRESSE.

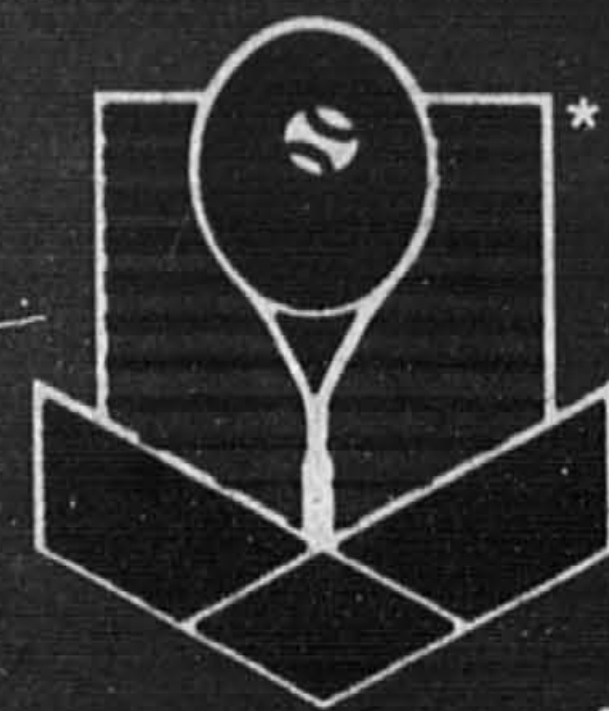
Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant:

1 2224 120

Sinon, composez, à Montréal, le 251-8688 ou, sans frais,
le 1 800 563 8688

CLUB Multi points

La Presse

LIRE LA PRESSE N'A JAMAIS ÉTÉ
AUSSI EXCITANT!LES INTERNATIONAUX
PLAYER'S LTÉEVenez voir le tennis
à son meilleur!18-28 juillet
Stade de tennis JarryLENDL
CHANG
AGASSI
MCENROE

- Plus de 50 autres joueurs de classe mondiale
- Bourse de 1 500 000 \$
- Tournoi majeur masculin entre Wimbledon et le U.S. Open
- Pour commander vos billets, appelez ADMISSION, (514) 522-1245



Tennis Canada

Voyez les Les légendes du tennis
PLAYER'S LTÉE,
Rosewall, Laver, Nastase et
d'autres encore.
du 18 au 21 juillet

* Marques de commerce - PLAYER'S LTÉE